

# NOIR ET ROUGE

CAHIERS D'ÉTUDES ANARCHISTES RÉVOLUTIONNAIRES

GAAR

# N&R

CAHIERS D'ETUDES EDITIONES PAR LES GROUPES  
ANARCHISTES D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

N° 13

-- EDITO.....	p.p. I à VI
-- DE L'ATTITUDE ANARCHISTE A PROPOS DU NATIONALISME.....	p. 1
-- LES ANARCHISTES ET LE PROBLEME DE L'ECOLE.....	p. 5
-- DU NATIONALISME AU FASCISME.....	p. 22
-- LA REVOLTE ET LA JEUNESSE.....	p. 24
-- "JEUNESSE DU SOCIALISME LIBERTAIRE" .....	p. 36
-- SVETOZAR MARKOVITCH.....	p. 52
-- DANS NOTRE COURRIER.....	p. 58
-- NOTRE "PUBLICITE".....	p. 62

GAAR

POUR LA CORRESPONDANCE :  
LAGANT. B.P.113-PARIS (18°)  
POUR TOUS ENVOIS D'ARGENT :  
LAGANT. 16-682-17 PARIS (18°)

xxx

Nous remercions tous les lecteurs qui nous adressent leurs encouragements, leurs critiques, leurs suggestions (et leurs mandats!). Ce contact nous permet de découvrir de nouveaux amis de l'anarchisme-communiste et aussi de resserrer nos liens avec de nombreux sympathisants ou militants du mouvement libertaire.

IL EST REPONDU A CHACUN DANS LES PLUS BREFS DELAIS en langues française et esperanto et, avec un léger décalage, pour les langues espagnole, anglaise, italienne, allemande, russe, bulgare, yougoslave.

Les timbres ou coupons-réponse internationaux n'en sont pas moins les bienvenus.

xxx

# EDITORIAL

## LES CONGRÈS "OUVRIERS"

La période des Congrès vient de s'achever. Congrès politiques, congrès syndicaux avaient à faire le point, après une année de régime présidentiel, et se devaient d'élaborer programmes, plans d'action, recette-miracle propres à sortir "le peuple" des sables mouvants "réactionnaires et fascisants" et à le remettre sur la voie claire de la démocratie renouvelée, vers des lendemains...

Le moins que l'on puisse dire c'est que ledit peuple était beaucoup plus préoccupé par l'issue du Tour de France et le départ en congé que par les Résolutions finales de tel ou tel congrès --Et puis, ce Mr Bill, tout de même, qui n'est ni militaire ni flic et qui pourtant... question productivité...

On peut donc dire sans risque de se tromper que tous ces congrès ont revêtu une importance historique pour les seuls congressistes - (Le congrès étant pour le syndicaliste professionnel ou le politicien "ouvrier" ce qu'est la revue du 14 juillet pour l'officier de carrière = une épreuve harassante, certes, mais surtout une justification exaltante de sa propre fonction).

## LA ROUTINE

Ce qui frappe dès que l'on regarde d'un peu près les débats des congressistes, c'est l'incapacité de chaque organisation à faire face à une situation nouvelle, à tirer leçon des expériences qui nous furent imposées, à rompre avec l'effroyable routine bureaucratique qui est le moteur de chacune d'elles.

En effet, chacune semble rivée à la place qu'elle s'était faite au soleil de la IV<sup>e</sup> République, chacune continue...

avec ses intérêts propres s'écartant toujours plus des intérêts majeurs des exploités. Dès lors comment blâmerait-on le "troupeau" de ne plus suivre des bergers qui n'avancent pas ?

### UNE DEMOCRATIE INTERIEURE RENOVEE...

Le Congrès du P.C. fut un bien beau congrès. Tout d'abord la "base" avait été consultée. C'est beau ça, c'est démocratique ça ! Trois mois avant le Congrès, le Comité Central avait mis sur pied un Projet de Thèses "à débattre librement et avec sérieux dans tout le Parti". Il y eut près de 400 propositions d'amendements (timides), et là où il est permis de franchement rigoler, c'est lorsqu'on compare le projet initial du C.C. avec les thèses adoptées et présentées par l'inamovible Cogniot : du pareil au même, du kif-kif bourricogniot. Les amendements portaient sur des virgules, des raffinements de syntaxe, sur des bricoles. Bref le Congrès était joué dès le 27 mars, trois mois avant, lorsque le Comité Central présenta son projet. O merveille du centralisme démocratique ! Ce qui n'empêcha pas le Cogniot de déclarer sans rire : "Les militants et les organisations de base se sont acquittés de leur tâche d'élaborer la politique du Parti".

### DU CARREFOUR CHATEAUDUN... A TAMANRASSET

Ce congrès P.C. à réaffirmé d'autre part son désir d'une paix négociée en Algérie, avec "ceux qui se battent". Voilà qui est bien. Côté "pétrole" le Parti semble avoir du Sahara français une conception beaucoup moins respectueuse du droit des Algériens à s'administrer eux-mêmes...

Quant à la poignée de jeunes communistes courageux qui sont emprisonnés pour avoir "refusé de se battre contre le peuple algérien", hier héros du Parti, ils ont dû aujourd'hui endurer l'annonce que, désormais, "un communiste peut prendre part à une guerre réactionnaire"...

### LES EPICIERS AVEC NOUS !

Le XV<sup>ème</sup> Congrès du P.C. s'est clos sur le mot d'ordre : "A tout prix front unique de la classe ouvrière, à tout prix rassemblement de la classe ouvrière et des classes moyennes".

A tout prix... Les Algériens se souviennent de quel prix ils ont payé le vote des pouvoirs spéciaux par le P.C. au nom de l'unité avec les nationaux-mollétistes...

Rassemblement des crans-à-la-ceinture avec les coups-de-pouce-à-la-balance, les intérêts communs du "lumpen" et de l'épiciier...

### BLA BLA BLA

Le 32<sup>ème</sup> Congrès de la C.G.T. fut, lui aussi, à la hauteur de la IV<sup>o</sup> République. L'illustre et pitoyable Frachon se surpassa dans son rapport, notamment lorsqu'il déclara : "Les rapports entre les classes sont devenus, dans les faits, plus nets et plus tranchés. L'évolution de la conscience de classe chez les salariés a fait de grands progrès". Un peu coupé des masses, le Frachon ! Les militants ouvriers de la C.G.T. seront d'accord avec nous pour constater que les progrès de la conscience de classe se traduisent plus par la quête des heures supplémentaires que par une volonté de lutte accrue...

### POUR UNE CENTRALE UNIQUE

Plus réalistes étaient les vues de Le Brun et Rouzaud qui, conscients du seul intérêt de la C.G.T., tentaient de faire reconnaître, comme une condition à une (hypothétique) ré-unification syndicale, la reconnaissance du droit de tendances au sein de la C.G.T....

Mais la réaction cégétiste veillait et c'est par 89 % des suffrages exprimés qu'elle repoussa une telle proposition, après qu'eurent été rejetées les propositions de la Fédération de l'Education Nationale (autonome) parallèles à celles de Le Brun et C<sup>o</sup>. Alors ? L'unité à tout prix ? Non, le coup des tendances, c'était trop cher...

D'ailleurs les chefs cégétistes estiment ne pas avoir à faire de concessions dans la réalisation de l'Unité. Laquelle ainsi que son corollaire pratique, l'unification syndicale, ne peut se faire que par ralliement au panache blanc de Frachon.

Ce conservatisme C.G.T. et plus encore l'état d'esprit qu'il révèle disqualifient définitivement le syndicalisme officiel en tant que facteur révolutionnaire.

Et, dans cette optique, les gains de voix C.G.T. aux élections professionnelles doivent être compris comme autant de symptômes d'un affaiblissement de la lucidité des travailleurs.

### QUI CROIRE ?

Au congrès du P.C. la thèse n°14 (ex n°16) commence ainsi : "La crise générale du système capitaliste s'approfondit. Il connaît des difficultés économiques, sociales et politiques sans cesse accrues".

Tandis qu'au congrès de la C.G.T, Frachon déclare : "Pendant ce temps, les affaires des capitalistes vont bien. Elles vont même de mieux en mieux. Leurs profits augmentent".

### TACTIQUES

Au Congrès C.F.T.C., tout comme à F.O. mais en plus marqué, on barre à gauche. Les minoritaires d'hier "Reconstruction" voyant leurs positions devenir celles de la confédération. On prend position pour une solution négociée en Algérie, le syndicat général de l'Education Nationale (C.F.T.C.) se prononce contre la loi Barangé, etc...

Certains tacticiens de la centrale vaticane proposent que la C.F.T.C. abandonne son étiquette "chrétienne" qui "divise la classe ouvrière", nuit au regroupement et laisse planer sur la C.F.T.C. une aura de jaunisse et de collaboration de classes...

### A CHACUN SON UNITE

Donc, de toutes ces palabres, de toute la démagogie des congrès, une seule chose surnage : le désir d'unité des chefs syndicaux et politiques. Pour la C.F.T.C. ou F.O. ce désir s'explique par la crainte de voir le mécontentement ouvrier (lorsqu'il se manifestera, mais quand ?) polarisé par la seule C.G.T. et à son seul bénéfice. Pour la C.G.T. l'unité, et l'unification syndicale sans droit de tendance, lui permettrait d'avoir la haute main sur tout ce qui milite dans la classe ouvrière et de préparer le terrain pour un Front populaire...

Le calcul n'est pas si mauvais car la grande majorité des ouvriers non-militants a toujours fait état de la division

syndicale pour justifier sa propre apathie. Combien de fois avons-nous entendu "si au lieu de se tirer dans les pattes (les diverses centrales) il n'y avait qu'un syndicat et si au lieu de faire des tas de petites grèves on en faisait une seule, générale, on récupérerait vite tout ce qu'on a perdu depuis la guerre".

Il y a chez beaucoup d'ouvriers cette nostalgie de la force qu'on avait en 36.

C'est cela que les bureaucrates syndicaux veulent exploiter. Et, malgré le faible pourcentage de militants syndicaux par rapport à la masse ouvrière, il est possible que la rencontre des mots d'ordre d'unité de la C.G.T. avec le désir confus d'unité des ouvriers se traduise par un renforcement de la vieille boutique.

### L'UNITE ? POUR QUOI FAIRE ?

Les organisations dites ouvrières sont enlisées dans un républicanisme de croulants. Le P.C. ne propose plus, dans son programme, que la "rénovation de la démocratie". Quant à la C.G.T., il y a belle lurette qu'elle a remplacé "l'abolition du salariat" par la "défense des droits acquis", la "création d'un fonds de chômage", la "défense du droit-de-grève-inscrit-dans-la-constitution" --(Voir la Non-grève S.N.C.F. de juin 59).

Dès lors, ces organisations sont objectivement réformistes.

L'unité, la réunification syndicale que recherche la C.G.T. deviennent miroir aux alouettes dont elle seule tirerait profit.

### CLASSE CONTRE CLASSE

Bien sûr, nous sommes pour "l'unité", mais nous savons par expérience qu'avant qu'il y ait UNITE il faut qu'il y ait LUTTE. Quand des ouvriers veulent se battre ils n'ont pas besoin qu'un quelconque état-major leur conseille de s'unir.

L'unité est une conséquence de la lutte et non pas une condition à celle-ci.

L'unité ne peut se fabriquer dans des congrès. Elle se constate.

La classe des exploités existe toujours, même si



les rapports de production en ont modifié certains aspects extérieurs. Elle a perdu partiellement confiance en elle-même, n'a pas su protéger ses organisations contre le noyautage bureaucratique et l'enlèvement légaliste.

La classe des exploités existe toujours et se porte d'autant mieux que la classe ouvrière est affaiblie. L'Etat et le Capital n'ont cessé depuis la guerre de nous porter des coups toujours plus durs.

Rien n'est donc fondamentalement changé dans la situation économique, sociale et politique. Le rapport de forces ne cesse de s'aggraver à notre détriment.

Etre exploité sous un régime présidentiel, démocratique ou de Front populaire, c'est toujours être exploité. Entre la peste et le choléra à quoi sert de choisir ?

Il est donc urgent de raviver la conscience de classe qui conditionne les succès de la lutte de classe.

Pour cela tout est bon, que le point de départ soit des petits groupes révolutionnaires, des conseils formés spontanément, la SECTION syndicale (de base) CGT, FO, Autonome de l'entreprise où l'on travaille : l'essentiel est de renouer au plus tôt avec la lutte DIRECTE, "sauvage" comme disent les anciens--et permanente-- LEGALE ou PAS. (Le 13 Mai des colons était-il "légal" ?).

Ce n'est plus en tant que syndicalistes, socialistes, communistes, anarchistes, chrétiens ou supporters de Bobet que l'on doit lutter désormais si on veut s'en tirer, c'est en tant qu'exploités, sur le lieu de notre exploitation, contre nos exploités.

La grève générale --insurrectionnelle si nécessaire-- demeure l'arme essentielle des exploités. Il nous faudra 6 mois, 5 ans ou plus pour la préparer, mais c'est elle, en définitive, qui nous débarrassera du régime, et, si on sait ne jamais terminer une grève, du capital, de l'Etat... et, accessoirement, des bonzes syndicaux.

NOIR et ROUGE.

# DE L'ATTITUDE AN- ARCHISTE A PROPOS DU NATIONALISME

" L'indépendance nationale des ter-  
ritoires coloniaux doit être  
considérée comme une condition indispensa-  
ble de l'émancipation sociale, car elle  
crée, en soustrayant un peuple à l'appareil  
de répression d'un Etat impérialiste -- tout  
en affaiblissant cet Etat -- les possibili-  
tés pour ce peuple de faire sa révolution  
en supprimant ses propres exploités".

Ce paragraphe de la DECLARATION DE PRINCI-  
PES des G.A.A.R. parue dans le n°6 de N.& R.  
avait trouvé son illustration dans nos cahiers  
consacrés au "Nationalisme" (N.& R. 7/8). Il nous  
semble cependant utile de revenir aujourd'hui  
sur ce point.

En effet, le développement d'un tel point  
de vue a reçu comme il fallait s'y attendre un  
accueil "divers" autour de nous. En effet l'at-  
titude dominante des anarchistes vis à vis des  
mouvements coloniaux était, suivant le cas, l'in-  
différence, la nostalgie, le mépris.

INDIFFERENCE sinon hostilité aux nouveaux Etats, aux nouvelles nations : " Un ou deux ou trente pays indépendants de plus ? Quelle importance ? Ça ne change rien. Le problème n'est pas là. La seule question c'est la sociale, les seules divisions : économiques".

Si N. & R. rompait avec cette belle fierté doctrinale et prétendait s'intéresser aux changements actuels du monde ce n'était pas par besoin d'évasion ou d'exotisme, mais pour sonder la profondeur révolutionnaire de ce gigantesque mouvement historique. C'est précisément parce que tant de peuples changent de maîtres, trouvent un occupant étranger contre une bourgeoisie nationale qu'il fallait essayer d'en comprendre les raisons et d'en présager les conséquences :

-- à l'échelle mondiale : un regroupement des pays par des impérialismes d'un type nouveau plus faibles ou plus forts ? S'appuyant sur quelles classes ?

-- sur le plan local : une nouvelle classe dirigeante - plus faible ou plus forte ? Pour combien de temps ?

Et les masses : participent-elles au changement ? Avec quelles illusions ? Quelles leçons peuvent-elles en tirer ? Quelle avance ou quel recul révolutionnaire ?

Autant de questions que --sans prétendre les épuiser-- il était bon de poser. Car si l'on se désintéressait de tous les mouvements populaires animés ou accaparés par une future classe exploiteuse il ne nous resterait pas grand chose à examiner.

NOSTALGIE : "Ah si tous ces coloniaux voulaient nous donner un coup de main au lieu de s'attarder à se donner des chefs, des drapeaux, des hymnes... Quelle belle révolution on aurait pu faire. Tout ce qu'ils font maintenant on sait bien, nous, que ça ne sert à rien. La preuve

c'est qu'on est passé par là. Alors puisqu'on est les plus avancés il n'y a qu'à nous suivre... et tous ensemble..." vers la grande communauté révolutionnaire sans doute.

Or il nous a semblé que l'histoire démontre assez que ce grand coude-à-coude des prolétariats métropolitains et des peuples coloniaux ne s'est jamais réalisé. Il ne sert à rien de regretter une solidarité qui n'existait pas. Pourquoi les masses coloniales viendraient-elles à la rescousse des prolétaires européens quand ceux-ci n'ont rien fait pour elles.

Les liens forgés par l'impérialisme entre le pays dominateur et les dominés n'ont pas été assez solides pour attacher profondément les peuples à un même destin. Il y a apparemment des parentés qui sont plus fortes que le fait d'avoir été dans la même geôle. Laissons donc les ex-colonisés faire leur expérience entre eux. Il y a visiblement des leçons qui ne sont pas transmissibles de peuple à peuple comme de génération à génération. Il y a des erreurs qu'il faut répéter, des étapes que l'on peut sauter, tout un enseignement par les faits que chaque peuple doit acquérir.

Et puis les Européens ont belle figure qui veulent montrer aux autres comment on mène une révolution, comment on prend en main son émancipation, comment on sait se fédérer !

LEPRIS. On n'apprend pas pendant des années à l'école primaire que "notre mission a été de civiliser les sauvages" sans qu'il en reste quelque chose, même chez un militant.

Alors, ou bien on nie qu'il reste des particularités sociales, ethniques différentes entre "eux" et "nous" (la "civilisation" a réussi) ou bien on admet que des particularités subsistent et il est bien évident qu'"ils" sont inférieurs. --d'où ces tirades qui s'en prennent très sérieusement à ces fanatiques, nomades, polyga-

mes.

D'un point de vue comme de l'autre "ils" se révoltent à tort et à travers:

- soit sans cause véritable si ce n'est la poussée de l'étranger (le panarabisme par exemple est très populaire... parmi les Français);
- soit qu'"ils" soient incapables de faire rien de propre, ni de rien réussir seuls.

Dans la première perspective "ils" font de la division, de la diversion à la lutte sociale pure, dans la seconde "ils" ne peuvent qu'entraîner un gachis épouvantable.

Ainsi, les Algériens marchent ou pour Nasser-qui-rime-avec-Hitler ou pour leurs caïds. C'est pas comme ici.

x x x

Par de telles réactions affectives beaucoup d'anarchistes prouvent au moins qu'ils ont gardé une certaine ressemblance avec le bon peuple laborieux de France et avec les mouvements de gauche et de droite.

x x x

On manquait d'ennemi héréditaire. Les Russes sont encore loin. Mais maintenant il y a les Arabes. Combien de libertaires partent en guerre contre eux, comme Jean Grave et Kropotkine contre les Allemands, maniant avec autant de conviction d'identiques ignorances avec d'identiques clichés éculés ? C'est ça le nationalisme. Et celui-là est sans excuse car il n'est alimenté par aucune révolte, aucune oppression.

J. PRESLY

# LES ANARCHISTES ET LE PROBLÈME DE L'ÉCOLE

Il y a en France, une école "neutre" à la charge de l'Etat et une école religieuse à la charge de l'Eglise.

Celle qui est à la charge de l'Etat manque de crédits et de maîtres. Elle doit faire face aux problèmes considérables posés par l'accroissement démographique. L'Ecole religieuse, quant à elle éprouve aussi des difficultés et sollicite des subsides de l'Etat. La loi Barangé donne des crédits aux unes et aux autres sur le plan de l'enseignement primaire. L'argument favori des partisans de l'enseignement religieux est qu'une subvention de l'Etat coûte encore moins chère que la suppression de l'école "libre" qui poserait des problèmes considérables; car, si on ne peut déjà loger et enseigner les enfants de l'école publique, que serait-ce s'il fallait encore reclasser les deux millions d'enfants de l'enseignement libre. Mais cet argument n'est vrai qu'en apparence et aux yeux de ceux qui ne possèdent pas les données du problème. Il n'y a pas de crédits pour l'École, parce que la France mène une politique de guerre et de regression sociale depuis des décades et les cléricaux sont les auteurs de cette politique en grande partie. L'accroissement démographique de la France pose des

problèmes parce que la forte natalité a été encouragée par les mêmes cléricaux depuis la "libération". Ils sont en quelque sorte les pompiers qui proposent de venir éteindre l'incendie qu'ils ont allumé eux-mêmes. Et ces pompiers ne manquent pas de zèle, Jugez plutôt :

Le programme de revendications de l'Association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Libre (A.P.E.L.) prévoit :

1<sup>o</sup>)- Une aide financière pour le paiement des maîtres laïcs et religieux selon un barème qui se rapprocherait du barème officiel à équivalence de titre et d'ancienneté. Cette aide devrait être calculée selon la "proportionnelle scolaire" c'est-à-dire qu'on devrait évaluer ce que coûte sur le plan de l'enseignement chaque élève des écoles publiques et procéder à une péréquation selon le nombre d'élèves de l'enseignement privé. Les sommes devraient être versées à des organismes nationaux et régionaux qui en assureraient la répartition aux ayant-droit. L'Etat pourra exiger, en contre-partie des garanties de contrôle "à condition que cela ne touche pas la liberté de l'enseignement".

2<sup>o</sup>)- Les frais d'entretien : Dans l'enseignement primaire, ils pourront être trouvés par les fonds de la Loi Barangé. Pour le secondaire, une formule reste à trouver. Les A.P.E.L. demandent le maintien des bourses ainsi que le maintien et l'extension de la t<sup>ax</sup>e d'apprentissage.

3<sup>o</sup>)- Amélioration et extension des bâtiments : "Pas de subvention, mais possibilités d'emprunts à long terme et à bas intérêts et création de sociétés d'économie mixte".

La Ligue de l'Enseignement et les Comités Départementaux d'Action Laïque ont fait justement remarquer "le caractère insensé de telles propositions que VICHY même, n'avait pas osé envisager..."

Malgré les sourires de nos "socialistes", les "mains tendues" de nos "communistes", les gouvernements de "gauche" constitués en compagnie du M.R.P., la querelle scolaire reprend. Mais alors que la "droite" est restée ferme sur ses positions, la "gauche" ne possède aucune structure capable de résister. Nous avons suffisamment "radiographié" la "gauche" pour qu'il ne soit pas de notre propos d'y revenir ici. Il nous faut pourtant dire ce qui est en jeu dans cette bataille scolaire et dans quelle optique les anarchistes-communistes y sont entrés.

Il est assez courant dans les milieux M.R.P. d'entendre dire : "La liberté de l'enseignement doit être défendue, car lorsqu'on touche à UNE liberté, c'est toutes les autres qui sont menacées". On verse alors dans les arguments "démocratiques". On dit par exemple que le système actuel est injuste parce que, seuls, les parents fortunés peuvent choisir leur école, tandis que les parents pauvres (si j'ose dire) sont réduits à fréquenter la "communale" même s'ils sont chrétiens...

Il n'y a évidemment pas d'école bouddhiste en France, ni d'école brahmaniste, et si j'avais l'idée d'éduquer mes enfants selon les principes en question je serais en droit, d'après cette belle théorie, de revendiquer de l'argent de la Communauté. Vous m'objecterez que je ne suis pas bouddhiste et que la question ne se pose pas. Combien d'ouvriers ne sont pas chrétiens et confient pourtant leurs enfants à l'Eglise !

Mais la vérité est beaucoup plus simple : Il existe en France une organisation politico-religieuse qui s'appelle l'Eglise catholique. Cette société considère qu'elle ne peut garder son emprise sur les masses qu'en prenant les hommes dès leur première enfance. Pour ce faire, elle a créé des écoles et elle demande à l'Etat (c'est-à-dire à tous les contribuables) de payer sa propre propagande. Elle y parvient assez bien grâce à l'électorat outrancier de nos politiciens et aux manoeuvres auxquelles elle se livre au sein des assemblées de la démocratie bourgeoise (Groupe parlementaire de l'enseignement libre, Conseils d'administration des caisses d'allocations familiales, etc...)

L'alibi moral de l'Eglise et des défenseurs de l'ordre en général pour soutenir un enseignement "libre" est le droit des parents. La société est organisée en "familles" considérées par les théoriciens métaphysiciens comme la première "cellule". Dans cette cellule règne l'autorité du père de famille qui habitue l'enfant à l'autorité qu'il rencontrera un jour dans la vie et qui fera de lui un honnête citoyen, zélé à obéir aux lois et à accepter l'ordre des choses. Je ne désire pas encore faire allusion à la Révolte que l'on veut étouffer. Je me borne à constater que, même du simple point de vue démocratique, l'ordre des



choses accepté conduit l'homme à refuser tout esprit créateur et toute évolution. Nous sommes dans un monde où l'on ne parle que de liberté et dès l'enfance on cherche à ce que l'enfant soit contraint. C'est ainsi qu'ensuite, on lui parlera, à l'âge adulte, comme s'il était libre. Il est dans la mentalité de la majorité des individus --même athées-- de considérer que leurs enfants sont leur propriété. Dans l'Antiquité on estimait que le Pater-familias avait le droit de vie et de mort sur sa progéniture. Nous n'en sommes plus là, mais le père a encore le droit de vie et de mort sur l'esprit de son enfant. Ce qui part exactement du même principe qui est simplement transposé du domaine physique au domaine moral. Notre première opposition à ce que l'on appelle à tort la liberté de l'enseignement se place à ce stade. Mais citons Sébastien Faure qui écrivait dans "Propos d'un éducateur":

"Nous adressons aux éducateurs et aux parents le reproche de vouloir imposer à leurs enfants les sentiments et les convictions qui les animent. Nous disons que cette pression abusive du maître sur l'élève, du père sur l'enfant constitue un acte de violence condamnable. Nous affirmons que l'instituteur n'a pas le droit de mettre à profit l'ignorance de l'écolier, sa débilité intellectuelle, sa faiblesse physique, l'état de sujétion dans lequel il se trouve par rapport au maître, pour faire pénétrer dans son coeur et dans son esprit sa manière de voir et de sentir. Nous déniions au père le droit d'abuser de la tendresse et de la confiance que lui voue son enfant pour glisser en lui ses croyances et ses convictions".

Telle est, résumée, la première option laïque des anarchistes. Et c'est à nous de faire que, dès l'enfance, disparaisse dans le mécanisme de la pensée de l'individu, le principe de l'Autorité. Tous ceux de nos camarades qui ont écrit dans le passé des thèses d'éducation libertaire ont insisté sur la nécessité de faire que l'enfant soit lui-même. Domela Nieuwenhuis écrivait :

"L'autorité des parents ne repose sur rien. Les enfants ne nous ont pas demandé de naître, et nous nous arrogeons, par le fait de leur naissance, le droit d'être leurs maîtres. Remarque bien curieuse : dans les dix commandements de Moïse on dit bien : Enfant, honore tes parents, mais non : Parents, honorez vos enfants". (L'Education libertaire)

Pour les croyants et les métaphysiciens la liberté consiste à choisir entre ce qu'il est convenu d'appeler le bien et le mal. Qui définit ces deux pôles d'attraction ? la morale et évidemment la religion. Ainsi, logiquement, l'éducation des enfants doit enseigner la morale et la religion afin que ce choix puisse se faire ~~prétend-t-on~~ à tous les stades de la vie. Ce que les tenants de l'École "libre" appellent "liberté de l'enseignement" consiste donc à avoir le droit d'enseigner à l'enfant telle ou telle morale jugée bonne. Il est courant d'entendre les cléricaux nous dire qu'ils ne verraient pas d'inconvénient à ce qu'il existe des écoles anarchistes, des écoles socialistes, communistes, etc... Les parents qui seraient adeptes de l'une ou l'autre de ces écoles "socialistes" enverraient leurs enfants où bon leur semblerait. Les croyants honnêtes qui admettent que la foi est bien le fameux "saut dans l'absurde" dont parlait Pascal, veulent bien convenir que leur religion n'a que la valeur d'une hypothèse aux yeux d'un incroyant ou d'un matérialiste. Mais, déformés par leur propre pensée dont ils ne peuvent sortir, ils jugent les autres d'après eux-mêmes et considèrent que les matérialistes prétendent eux aussi se contenter d'hypothèses. Si cela était, nous n'enseignerions aux enfants que des choses objectivement supposées et dépendant seulement de nos tendances sentimentales. C'est bien là où l'on veut nous conduire. Récemment, un membre éminent des A.P.E.L. ne parlait-il pas des mathématiques chrétiennes ? Dans leur délire, les cléricaux essaient maintenant de définir une véritable laïcité à partir de telles constatations. Ainsi le journal catholique de la Drôme "Peuple Libre" écrivait le 15 novembre 1958 :

"Si je suis musulman, juif, chrétien je dois laisser mes convictions à la porte de l'école : au porte-manteau ou au garage. Je ne dois pas vivre selon mes convictions pendant la classe. Je ne peux pas réviser une prière si je le désire, Je ne pourrai pas, dans un internat de cours complémentaire ou de collège, aller à la messe le matin en semaine ou me confesser dans la journée, si je le veux. Je ne pourrai pas accomplir un acte religieux visible pendant la classe, Etc... L'École est neutre dit-on!... Si dans la ville ou le département des hommes, des enfants veulent rester neutres : l'École est vraiment faite pour eux. Ils trouvent l'école qu'ils souhaitent, qu'ils désirent. Mais ils forment une clas-

se de privilégiés dans la nation; seuls, ils ont, ils trouvent l'école qui leur convient. Tous les autres qui, quelle que soit leur religion, voudraient une école où ils puissent --comme les neutres-- se sentir à l'aise ne l'ont pas : ils sont brimés. Ils doivent eux aussi devenir neutres, se soumettre aux neutres. Où est dès lors le respect de la vraie liberté religieuse ? "

Nous pourrions faire beaucoup de remarques au sujet de ce texte effarant et constater que ces gens-là s'estiment brimés seulement quand ils n'ont pas la possibilité d'imposer aux autres leur manière de voir : nous y reviendrons. Il fallait donner aux lecteurs un exemple concret du mécanisme de pensée de ces prétendus "éducateurs".

Mais pour nous, ce n'est pas si simple. Il n'y a pas --à notre sens-- d'enfants juifs ou chrétiens vraiment libres. La religion, comme la philosophie sont du ressort d'option<sup>s</sup> et de sentiments qu'il est impossible d'éprouver avant une certaine maturité. Un gosse de dix ans qui se sent brimé en classe parce qu'il ne peut pas prier son Dieu devant les autres a déjà été brimé auparavant par ceux qui lui ont inculqué une religion à un âge où il n'était pas à même de comprendre. L'expérience démontre d'ailleurs qu'un enfant à qui on ne parle jamais de religion ne pose jamais une seule question à ce sujet. Sébastien Faure disait :

"Nous considérons qu'il est de notre devoir de ne pas éveiller en lui une curiosité qu'il n'est pas encore à même de satisfaire rationnellement".

Qu'entendons-nous donc par "éducation dans la liberté de l'enfant" ?

Disons tout de suite qu'après Bakounine et tous les matérialistes, nous nions absolument le "libre arbitre" tel que l'entend la religion et la métaphysique. Tout individu n'est que le produit d'un ensemble de causalités. Selon le même Bakounine :

"Le corps de l'individu, avec toutes ses facultés et prédispositions, n'est rien que la résultante de toutes les causes générales et particulières qui ont déterminé son organisation individuelle".

Dès lors, nous savons qu'il n'est rien d'arbitraire dans la nature.

Aux métaphysiciens qui veulent nous mettre en contradiction avec nous-mêmes quand nous parlons de la "liberté", nous disons que nous nous opposons à toute pression arbitraire, extérieure à l'individu et à ses propres lois. Aussi, nous ne concevons l'éducation de l'enfant que dans le but de le révéler à lui-même et à sa propre nature. Pour nous, l'homme, l'enfant n'est libre que lorsqu'il est entièrement lui-même. Lorsqu'il peut "développer toutes ses facultés, réaliser toutes ses aptitudes, non seulement pour soi mais aussi pour les autres". (Nieuwenhuis).

Dès lors, il n'y a qu'une solution d'éducation possible : c'est de présenter à l'enfant les faits OBJECTIFS et lui apprendre à passer tout ce qu'on lui présente au crible de son propre raisonnement, de son "libre examen". C'est ici qu'il n'y a pas de "liberté d'enseignement" au sens où l'entendent les A.P.E.L. dont nous avons cité la déclaration.

---

Puisque nous nous heurtons présentement aux prétentions de l'Eglise en matière d'enseignement, il nous faut bien savoir si elle est capable d'enseigner.

Feu Pie XII déclarait aux jésuites réunis en Congrès à Rome le 10 septembre 1958 :

"Que parmi vous n'ait pas place l'orgueil du libre examen qui relève de la mentalité hétérodoxe plus que de l'esprit catholique et selon lequel les individus n'hésitent pas à peser au poids de leur jugement propre même ce qui vient du Siège apostolique. Ne tolérez pas de connivence avec ceux qui prétendent que la norme de l'action et de la poursuite du salut c'est ce qui se fait plutôt que ce qui doit se faire; qu'on ne laisse pas agir et penser à leur gré ceux qui considèrent la discipline ecclésiastique comme quelque chose d'archaïque, un vain formalisme --comme ils disent-- dont il faut se libérer facilement pour servir la vérité..."

Il faut noter que les jésuites sont des "enseignants" et qu'ils possèdent de nombreux collèges en France et à l'étranger! L'enfant qui sera entre leurs mains et éduqué selon ces magnifiques principes n'aura aucune possibilité de jugement "libre". On ne lui présentera que des "vérités" toutes faites. Il n'est point besoin

d'insister pour conclure que le principe même sur lequel l'Eglise base son enseignement est dénué de tout esprit scientifique.

Si l'esprit laïque est basé sur la recherche de la Vérité, l'Eglise au contraire a toujours prétendu posséder cette Vérité pleine et entière par delà les pays et les époques. Jésus a dit : "Je suis la Vérité". Dès lors, il est impossible de cultiver chez l'enfant cette recherche nécessaire au progrès de l'Humanité : ce qui est contraire à toutes les lois de l'évolution. Dès lors l'enseignement découle de cette Vérité unique révélée par Dieu lui-même.

"C'est une erreur (proclame le Syllabus) (1) de dire que les catholiques pensent approuver un système d'éducation en dehors de la foi catholique et de l'Autorité de l'Eglise, et qui n'ait pour but, ou du moins pour but principal, que la connaissance des choses purement naturelles et la vie sociale sur terre".

Mais il y eut un temps où l'Eglise prétendait bien apporter aussi la connaissance "des choses de la terre". Elle était la seule à enseigner tout au long du Moyen Age et il faut savoir qu'il n'y avait à cette époque aucune différence entre la Science et la Religion. Il en était ainsi dans les religions primitives qui prétendaient enseigner à l'homme tout ce qui lui était nécessaire pour vivre. La Loi de Moïse, tout comme le Coran, par exemple, abordent tous les problèmes : depuis les recettes de cuisine jusqu'à la manière de "faire l'amour". Bien que cela paraisse un peu anachronique aux hommes de notre époque, tout est religieux pour l'homme croyant actuel, et chacun des actes de nos militants chrétiens d'aujourd'hui sont --à leur sens-- des "actes religieux". Dès lors, la vieille idée de nos laïques selon laquelle la croyance est affaire "privée" ne tient pas, car si tout est religion, cela veut dire que l'Eglise a le droit de prendre

---

(1)- Recueil promulgué par le pape Pie IX en 1864, renfermant les principales "erreurs" philosophiques, politiques, morales, doctrinales condamnées par l'Eglise.

position sur tous les problèmes. Elle seule prétend posséder le droit d'enseigner. Elle se nomme, elle-même : "L'Eglise enseignante". Le Syllabus proclame encore à son article 11 :

"L'Eglise ne peut en aucun cas tolérer les erreurs de la philosophie et se doit de sévir contre elles".

Les découvertes scientifiques cantonnent de plus en plus la religion dans le domaine spirituel et les enseignants catholiques doivent souvent être gênés dans leurs réfutations de ce qu'ils appellent l'erreur.

Nous croyons ne pas devoir insister et nous pensons que ces quelques citations prouvent amplement que l'Eglise est incapable de respecter la liberté de l'enfant et de lui apporter un enseignement scientifique. Car enfin, qu'est-ce qu'enseigner?

C'est rendre accessible à l'enfant les acquisitions faites par les sciences. C'est lui donner la possibilité d'observer, d'analyser, de contrôler, de chercher par lui-même. C'est lui apprendre à rechercher la vérité par l'analyse objective des faits. C'est le faire partir du doute pour arriver à l'affirmation. C'est le faire remonter du connu à l'inconnu. Toutes choses impossibles à réaliser par l'Eglise !

---

Si l'Eglise revendique la liberté d'enseigner quand elle vit dans un régime de démocratie bourgeoise, il n'en va pas de même quand elle s'est emparée des rouages de l'Etat. C'en est alors fini des "grands principes" et des prétentions à l'idéal laïque. Dans cet ordre d'idée, la lecture des statuts de l'Université Espagnole est significative :

"Article 3 : L'Université s'inspirant du sens catholique CONSUBSTANTIEL à la tradition universitaire espagnole accordera ses enseignements à ceux du dogme et de la morale catholiques et aux normes du Droit canonique en vigueur.

Article 9 : L'Etat espagnol reconnaît à l'Eglise catholique, apostolique et romaine en matière universitaire ses droits à l'enseignement conforme aux sacrés canons. Aussi, il est créé une "Direction de Formation religieuse et universitaire" qui est l'organe qui reçoit en charge :

a) La direction de tous les cours de culture supérieure re-

ligieuse, lesquels seront obligatoires et dont les épreuves devront être passées favorablement.

b) L'Assessorat religieux du syndicat espagnol universitaire. Etc... etc...".

Que se passe-t-il en France et dans les pays de démocratie bourgeoise ?

Le pape Léon XIII est censé avoir déclaré : "Commencez par vous emparer de la République; lorsque vous en serez maîtres vous ferez la monarchie". Les événements politiques français depuis le 13 mai pourraient donner un certain caractère prophétique à cette phrase. Il faut savoir qu'un mouvement catholique de type fasciste groupé autour de la revue "L'Homme Nouveau" a joué un rôle prépondérant dans les fameux 13 complots. Nous savons que le "Mouvement Populaire du 13 Mai" arbore en Algérie, l'insigne du "Coeur de Jésus" surmonté d'une croix qui était le signe de ralliement des Chouans... et du Klu-Klux-Klan !

Mais l'Eglise n'est pas assez naïve pour se solidariser d'une manière totale avec le mouvement fasciste. Des chrétiens de "gauche" groupés dans le Mouvement de Libération du Peuple il y a quelques années et maintenant dans l'Union de la Gauche Socialiste, se déclarent contre l'Ecole confessionnelle et déclarent qu'il est conforme à la laïcité que l'Eglise garde son "droit à l'apostolat" (Thèses du M.L.P.). Ce qui signifie en clair, que la solution au problème de l'Ecole résiderait dans la suppression de l'Ecole "libre" et dans la présence d'aumôniers dans les écoles laïques. La thèse est-elle autant en contradiction avec celle des défenseurs de l'école confessionnelle qu'elle le paraît ?

Nous avons vu que le programme de revendications des A.P.E.L. préconise une assimilation du personnel et des locaux des établissements d'enseignement catholiques par l'Etat. Nous savons que DE GAULLE veut signer un Concordat avec le Vatican.

On observe sur le plan économique une intervention de l'Etat de plus en plus marquée, à tel point que celui-ci ne joue plus, comme dans le capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle, un rôle de simple médiateur, mais devient monopole capitaliste souvent lui-même. Aux Etats-Unis, c'est le règne des monopoles, en U.R.S.S., le monopole d'Etat a été réalisé de la manière que l'on sait. L'Eglise n'est pas sans ignorer ces faits. Aussi, elle pense que le meilleur moyen

de subsister est de s'emparer de l'Etat. C'est d'ailleurs conforme à sa politique de tous les temps. Ainsi, les catholiques de droite travaillent à la conquête de l'Etat présent et ceux de gauche à la conquête d'un éventuel "Etat socialiste" (M.L.P. - U.G.S.). Il faut ajouter qu'un régime étatiste qui laisserait à l'Eglise une grande liberté de manoeuvre, voire un monopole, est au fond le régime le mieux adapté à ses principes, beaucoup mieux que celui de la démocratie bourgeoise. Les deux tendances des militants catholiques se complètent donc harmonieusement et il n'y a pas autant d'antagonisme qu'il paraît entre ceux qui combattent la "laïcité" et ceux qui la considèrent comme une condition "de l'apostolat moderne" (tendance de l'Action Catholique Ouvrière).

Aujourd'hui, comme hier, apparaît donc en face des militants laïques le vieux couple Eglise-Etat...

---

Mais la lutte des laïques pour défendre l'Ecole contre les prétentions de l'Eglise a toujours été --historiquement-- basée sur la défense de l'Etat. Depuis la fameuse loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, on défend communément dans les milieux de "gauche" la "Laïcité de l'Ecole et de l'Etat". C'est un fait que l'Ecole publique se trouve entre les mains des gouvernants quels qu'ils soient. Il suffit alors que l'Etat tombe entre les mains des dogmatiques et toute la base d'une certaine interprétation de la laïcité s'effondre. C'est ce qui se passait sous le régime nazi: Schemm, l'un des auxiliaires de Hitler définissait ainsi le rôle de l'instituteur :

"Il doit demeurer le chef de section d'assaut de la jeunesse en tant que serviteur de la Nation. Il mettra au centre de son enseignement : la race, la défense du pays, le principe du chef..."

Dans tout régime de classes, l'Etat prétend concilier les intérêts divergents. Au sens démocratique, tel que le définissait Rousseau, il prétend même être "la somme des intérêts communs". Or, tant que règne l'exploitation, il est impossible que l'Etat soit indépendant de la classe dominante. Nous avons vu qu'il tend lui-même à la puissance économique et qu'il devient ainsi classe exploitante. Il est hors de doute que l'enseignement qu'il donnera tendra (du moins dans la lettre des instructions ministérielles) à dispen-



ser à l'enfant une certaine idéologie bourgeoise. Ce fait n'échappait pas aux anarchistes du début du siècle.

Ainsi Jean Grave écrivait-il dans "Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire" :

"L'éducation, accaparée par l'Etat, ne pouvant se donner que sous son contrôle, ayant créé une caste à part, de ceux qui sont chargés de l'enseignement, part de cette vérité originelle que l'homme est un être paresseux qui ne pense et n'agit que sous la pression du besoin, mais qu'ils ont trouvé le moyen de changer en erreur, en mettant des entraves à la satisfaction des besoins, et en venant substituer leurs volontés et leurs méthodes à celles du besoin même. (...) Ce système avait pour résultat de façonner les cerveaux à la guise des éducateurs, de tuer l'initiative de l'élève en le bourrant d'idées toutes faites, ne lui demandant que de la mémoire et non de l'esprit critique".

Mais il nous faut voir si l'essence même de l'Etat lui permet d'enseigner d'une manière plus légitime que l'Eglise. Selon les régimes, l'Etat prétend tenir son pouvoir soit d'une puissance spirituelle, soit de la représentation populaire. De toute manière son existence est basée sur un mythe. Il demande qu'on se soumette à lui au Nom de ce qu'il représente. Il prêche une religion...le patriotisme. Il demande qu'on meurt pour lui. "N'est-ce pas une chose remarquable que cette similitude entre la théologie --cette science de l'Eglise-- et la politique --cette théorie de l'Etat ; que cette rencontre de deux ordres de pensée et de faits en apparence si contraires, dans une même conviction: celle de la nécessité de l'immolation de l'humaine liberté pour moraliser les hommes et pour les transformer, selon l'une, en des saints, selon l'autre, en de vertueux citoyens" dit Bakounine (Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme).

Il est de fait qu'une certaine Instruction Civique, qu'une certaine Histoire de France et qu'une certaine géographie tendent à faire des enfants de l'Ecole Primaire de bons petits français chauvins. Il ne nous sied pas plus de voir des enfants de huit ans chanter de leur voix angélique : "Qu'un sang impur abreuve nos sillons !" que de les voir psalmodier les phrases du Catéchisme. L'enseignement étatique n'a donc rien à voir non plus avec une véritable laïcité.

Un certain nombre d'anarchistes partent de ces constatations pour déclarer que l'École Publique est indéfendable parce qu'elle est l'école de l'Etat. D'un point de vue purement idéologique on peut estimer que leur conception est parfaitement conforme à l'idéal anarchiste. Nous pensons et n'hésiterons pas à affirmer ici que cela n'est qu'apparence et nous nous en expliquerons plus loin.

---

Un partisan convaincu du Pouvoir d'Etat --en l'occurrence le Parti Communiste-- a pris, lui aussi, à certaines époques des positions puristes en face de l'école laïque. C'est Thorez qui déclarait au Congrès de Gennevilliers en avril 1950 :

"Nous avons l'opinion que l'enseignement officiel AUSSI BIEN QUE l'enseignement dit libre est un enseignement de classe; car les idées dominantes d'une époque sont les idées de la classe dominante".

Mais dans un pays où le Parti communiste est au pouvoir, la République démocratique allemande, l'enseignement est entièrement dirigé IDEOLOGIQUEMENT par l'appareil d'Etat, c'est-à-dire aussi par la classe dominante. Voici un extrait du journal "Die Neue Schule" du 15 février 1951 :

"ORDONNANCE RELATIVE A L'EXAMEN DU BREVET D'ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE.

L'examen doit mettre en évidence :

- 1)- que le candidat aux fonctions d'enseignant soutient EN CLASSE et en dehors de l'école, la lutte du Front National de l'Allemagne, pour la Paix et l'Amitié de toutes les forces pacifiques du monde SOUS LA DIRECTION DE L'UNION SOVIETIQUE.
- 2)- que le candidat aux fonctions d'enseignant EST UN AMI CONVAINCU DE L'UNION SOVIETIQUE. Il doit donner des preuves de ses efforts auprès des élèves, des parents d'élèves et l'opinion publique démocratique et les démocraties populaires en reconnaissant la ligne Oder-Neisse comme frontière de paix;
- 3)- que le candidat aux fonctions d'enseignant POSSEDE DE SOLIDES CONNAISSANCES DES PRINCIPES DU MARXISME-LÉNINISME, INDISPENSABLE A LA COMPREHENSION DE LA PEDAGOGIE SOVIETI-

QUE, en tant que pédagogie la plus progressiste du monde (...)"

Il y a aujourd'hui --surtout dans le monde paysan-- de nombreux militants du Parti communiste qui luttent de toutes leurs forces, souvent à nos côtés, pour défendre la laïcité menacée. Quelle position prendraient-ils en République Démocratique Allemande ?

----

Nous avons défini, au début de cet article, ce qui caractérise l'idéal laïque des anarchistes : Respect de l'enfant, antidogmatisme par l'esprit scientifique, incapacité de toutes églises ou Etats d'enseigner d'une manière valable.

Voyons donc ce que pensaient les partisans de l'Ecole laïque qui n'étaient pas des anarchistes :

Dans son discours à l'Association Polytechnique en 1883, Ferdinand Buisson déclarait :

"L'école est laïque parce que si nous voulons que tout enfant acquiert les connaissances que la Convention appelait déjà LES CONNAISSANCES NECESSAIRES A TOUT HOMME, nous n'avons pas le droit de toucher à cette chose sacrée qui s'appelle la conscience de l'enfant, parce que nous n'avons pas le droit NI AU NOM DE L'ETAT (c'est nous qui soulignons), ni au nom d'une église, ni au nom d'une société, ni au nom d'un parti, au nom de qui que ce soit, enfin, d'empiéter jamais sur le domaine de cette liberté de conscience qui est le fond même et la raison de toutes les libertés".

Quant à Jaurès, il déclarait à la Chambre des Députés le 12 janvier 1910 :

"Le jour où des socialistes pourraient fonder des écoles, je considère que le devoir de l'instituteur serait, si je puis dire, de ne pas pronocer devant les enfants le mot même de "Socialisme".

Et il ajoutait plus tard :

"Quel magnifique rêve d'anarchisme intellectuel et scientifique! Plus d'autorité enseignante : ni l'église, ni l'Etat, ni corps savants : la vérité jaillissant de tout esprit comme une source et revenant à tout esprit comme un réservoir (...) C'est la

plus grande vision d'humanité pensante et libre (...)".

Quel anarchiste ne souscrirait pas entièrement à ces points de vue ?

---

C'est ici qu'il nous faut revenir aux objections "puristes" des anarchistes dont nous vous avons parlé plus haut.

Nos camarades ont essayé dès les années 1900 de substituer à l'école publique une véritable école laïque hors de toute tutelle de l'État. Jean Grave nous conte les difficultés financières auxquelles ils se heurtèrent et qui les firent renoncer. Ne pouvant parler aux enfants ils décidèrent de s'adresser aux "grands". Ils ouvrirent ainsi le 12 février 1900 aux Sociétés Savantes des cours d'enseignement libertaire. En 1904, Sébastien Faure créa une école appelée "La Ruche" qui disparut en 1914. Il déclare lui-même que cette école n'était qu'un "laboratoire".

L'école Freinet qui existe encore aujourd'hui à Vence et qui a été créée dans les mêmes conditions que "La Ruche" (bien que son fondateur ne soit pas des nôtres) est, elle aussi, un laboratoire.

Loin de nous l'idée de nier l'intérêt considérable que présentent ces expériences pour notre mouvement en particulier et les laïques en général bien au contraire, mais nous demandons aux anarchistes qui refusent de soutenir l'école publique où ils enverront leurs enfants s'ils en ont et s'ils n'habitent pas la Côte d'Azur? Cet argument peut paraître simpliste mais c'est pourtant ainsi que le problème le plus immédiat se pose !

Il ne pourra exister de véritable école laïque qu'en société communiste libertaire : C'est-à-dire lorsque le Pouvoir d'Etat aura été liquidé.

Que faire maintenant ?

Il n'y a pas de révolution --c'est-à-dire de changement de structures-- sans la réalisation d'un certain nombre de conditions objectives.

Il nous apparaît que le problème véritable réside dans la réalisation du fait révolutionnaire au niveau de l'école.

De quelle école ? Nous répondons : Au niveau de celle qui existe, c'est-à-dire de l'Ecole Publique.

Il y a pour nous trois objectifs :

1°- Défendre l'existence de l'Ecole Publique actuelle : Cette école, tout

comme les usines que nous revendiquons pour les ouvriers, sera le patrimoine du peuple demain. Elle est aujourd'hui entre les mains de l'Etat, comme les usines sont entre les mains du Capital.

2°- Créer les conditions d'un véritable enseignement laïque dès

maintenant où cela est possible : Sur le plan négatif, la lutte

la plus importante est la pratique d'un anticléricalisme "offensif" qui doit tendre à la liquidation des écoles confessionnelles. Il faut libérer dès maintenant l'enfant de l'enseignement le plus dogmatique. Cette lutte doit être considérée par nous comme partie du travail de sappe de l'idéologie bourgeoise que doit accomplir tout révolutionnaire.

C'est ici que nous sommes amenés à examiner la thèse trop répandue des idéologues réformistes. Ne pouvant rien concevoir sans l'Etat, leur conception de la Laïcité et de l'Ecole se confond souvent avec leur idée de l'Etat laïque. C'est le M.R.P. Maurice Schumann qui définissait cette "laïcité"-là qui ne semblait nullement le gêner :

"La laïcité de l'Etat signifie son indépendance vis à vis de toute autorité qui n'est pas reconnue par l'ensemble de la Nation, afin de lui permettre d'être impartial vis à vis de chacun des membres de la Communauté nationale (...)"

Dès lors la laïcité ne devient qu'une simple "neutralité". C'est au nom de cette neutralité que le Comité National d'Action Laïque faisait placarder des papillons portant la devise suivante : "A école publique, fonds publics - A école privée, fonds privés". Il est d'ailleurs courant dans le même ordre d'idée de citer la phrase de l'Abbé Lemire député à la Chambre "bleu horizon" :

"Les écoles publiques de nos communes sont ouvertes à tout le monde. Si on n'en veut pas, si on n'est pas content, on en construit une autre et on y reste libre, on ne demande pas de subvention à l'Etat".

Mais c'est alors admettre de nouveau le fameux "droit des familles". Nous avons dit qu'il était contraire à une véritable laïcité. Même s'ils ne demandent pas d'argent, nous ne pouvons permettre que des

gens s'arrogent le droit d'inculquer leurs idées personnelles et métaphysiques à des enfants. M<sup>me</sup> Jaurès qui était pourtant socialiste étatique concevait la laïcité comme un combat. Elle est pour nous partie du combat pour la libération de l'homme.

Sur le plan positif, il faut constater que les méthodes de l'Ecole Moderne qui ne sont rien autre chose que les méthodes de "La Ruche" ou de Freinet commencent à faire leur chemin au sein de l'école publique. De nombreux instituteurs les emploient en totalité ou en partie. Ils se réunissent en congrès une fois par an. La coopérative que Freinet a créée à Cannes est florissante. Ainsi se forment les esprits à la nécessité d'un véritable enseignement laïque.

3°- Préparer la prise de conscience révolutionnaire des enseignants:

Si la société communiste libertaire donne les moyens de production aux producteurs eux-mêmes, nul doute qu'elle donnera l'école aux enseignants. C'est sur eux que repose tout l'espoir de la laïcité de demain. Déjà, de nombreux camarades instituteurs la pratiquent dans leur classe autant qu'ils le peuvent...

Il serait vain de dire comment serait organisée l'école après la Révolution. Nous n'avons jamais été partisans de ces projections imaginaires. Elle sera ce que ses travailleurs la feront. Il y a pourtant deux points sur lesquels il nous faut insister :

- Le syndicalisme des instituteurs en particulier et des enseignants en général est le seul à avoir gardé son Unité.
- Les instituteurs sont sans doute les seuls travailleurs à être capables de prendre l'Ecole en main DU JOUR AU LENDEMAIN, lors du fait révolutionnaire.

Le lecteur pourrait s'étonner que nous n'ayons pas fait d'allusion à Francisco Ferrer. Nous n'avons, non plus, pas exposé en quoi consistait les méthodes de l'Ecole Moderne, ni la situation du syndicalisme enseignant : Chacun de ces points mériterait --à lui seul-- une étude complète.

GUY.

## DU NATIONALISME...

## ... AU FASCISME

|| L'ex-socialiste belge Henri de Man, l'auteur d'"Au-delà du Marxisme" fut le chef de file de ceux qui dans l'entre-deux-guerres, sous prétexte de dépasser le marxisme, refluèrent sur des positions de droite, voire d'extrême droite. Bien que n'étant sans doute pas allé aussi avant sur cette voie que ses camarades ex-socialistes à la Mussolini, Marcel Déat ou Sir Oswald Mosley, il connut assez bien le fascisme pour s'y être frotté de près. Il livra après 1945 ses réflexions dont voici quelques lignes :

"La caractéristique commune la plus évidente de tous les mouvements fascistes, c'est leur nationalisme. Sa portée <sup>est</sup> essentielle au point que l'on peut en faire dériver tous les autres éléments de l'idéologie fasciste tels que :

- l'antiparlementarisme
  - l'anticapitalisme
  - l'antimarxisme
- et l'antisémitisme. (...)

"On voit par quoi le nationalisme fasciste se distingue de ses prédécesseurs. Il présente au moins trois caractéristiques propres :

- 1°) il s'appuie sur la masse des petites gens
- 2°) il porte au maximum l'agressivité nationale
- 3°) Il sert de dérivatif au mécontentement social.

"L'expérience historique a en outre démontré que pour qu'il arrive au pouvoir il faut que soient réunies certaines conditions particulières :

-- Il faut d'abord que l'amour-propre national ait subi des **LESIONS SUFFISAMMENT GRAVES** pour qu'il s'en trouve exacerbé jusqu'au délire totalitaire.

-- Il faut encore que les couches anciennement dirigeantes se soient montrées **INCAPABLES** de satis faire la volonté de puissance nationale et amènent, ainsi, l'extrémisme nationaliste à prendre un caractère plébéien.

-- Il faut ensuite que la situation économique crée pour les masses populaires un **MÉCONTENTEMENT SOCIAL** suffisant pour servir de moteur à un violent soubresaut de ressentiments nationaux.

-- Il faut enfin que la bourgeoisie et les anciennes classes dirigeantes en général se trouvent suffisamment **APEURÉS PAR LE SOCIALISME OUVRIER** pour accepter, au prix de leur propre abdication politique, la protection quasi-militaire de l'antimarxisme fasciste. (...)"

(La France est-elle mûre ? N.D.L.R.)



# LA RÉVOLTE ET LA JEUNESSE

PARLONS DE LA " BEAT - GENERATION "

EN DEUX MOTS - Nous reviendrons en cours d'article à une explication plus détaillée de ce mot : "beat generation". Disons tout de suite qu'il s'agit du problème de la Révolte et de la jeunesse, et cela aux Etats-Unis. Mais précisons non moins rapidement que le cas n'est pas particulier à l'Amérique, nous le verrons, et se pose en de nombreux pays aux régimes politiques différents. Seul dénominateur commun à tous : le Pouvoir d'Etat. Le fait a pour nous son importance et, s'il n'explique pas tout, il peut néanmoins nous aider à comprendre certains aspects du problème posé. Nous parlerons plus longuement du cas américain parce que nous possédons sur celui-ci les informations transmises par de nombreux journaux et revues tout au long de ces derniers mois et aussi parce que l'existence d'un potentiel "révolte" (si faible soit-il, bien sûr) dans un grand pays aux habitants réputés "heureux" nous semble significative à plus d'un titre. Mais voyons d'abord de quoi il s'agit et les raisons de notre intérêt.

DE JAMES DEAN AU "BEATNIK" : UN MEME CHEMIN. - Il y a déjà longtemps que ce problème du "mal de la jeunesse-en-blouson-de-cuir" (dont le hé-

ros fut un certain James Dean) nous tracassait. Nous avons vu ce film "La Fureur de Vivre" où les fils de la bourgeoisie américaine se précipitaient avec une sorte de frénésie sur d'étranges jeux de mort. Et nous en avons ressenti un malaise. Mais à la réflexion on se disait : "Ce n'est qu'un film...", que cela devait être exagéré et qu'après tout les étudiants riches s'amuse<sup>nt</sup> comme bon leur semble, etc... Encore que cette dernière raison pouvait être considérée comme spécieuse, car il est tout de même... anormal de voir un jeune (même plein de fric) s'amuser avec sa vie, fallait-il en plus que les faits montrés soient vrais? On a appris depuis qu'ils l'étaient. Et aussi que le "jeu-suicide" (1) n'est pas, ou n'est plus, l'apanage de la jeunesse dorée, que des actes de révolte "inexpliquables" se produisent de surcroît un peu partout dans le vaste Pays de la Liberté (ils s'appellent tous comme ça !). C'est alors que l'on a commencé à mentionner la "beat generation" et ses "révoltés", certains canards parlant même d'"anarchistes" avec ce que ce mot comporte à la fois pour eux de bizarre et de pas-rassurant. A ce moment, nous avons pensé que le problème devait être étudié, car sous son aspect "fait-divers" se cache une réalité plus grave.

Mais d'abord, le mot. L'adjectif "beat" a plusieurs sens dans la langue américaine. Il signifie littéralement "battu" et, accolé au substantif "génération" peut vouloir dire "génération battue" ou mieux "génération vaincue". Rappelons qu'après la guerre de 14-18, de jeunes écrivains d'Amérique, qui se nommaient entre autres : Dos Passos, Faulkner, Steinbeck, Hemingway, furent appelés "Ceux de la Génération Perdue". Pourquoi ? Parce qu'ils avaient vu pour la plupart la boucherie de près et constataient que le monde se préparait avec une sorte d'indifférence pour la prochaine... D'où un jugement sans concessions de leur part et, à travers leurs écrits, une révolte contre une Société qu'ils estimaient, à juste titre, pourrie. La "génération perdue" est-elle donc relayée par la "beat generation" ? Au fond, ce vieux "mal de la jeunesse" qu'on fait semblant de découvrir à chaque fois a bien l'air d'être toujours le même. Surtout quand cette jeunesse revient d'une guerre,

---

(1) - Dans "La Fureur de Vivre" le jeu consistait à prendre deux voitures volées et à se précipiter à 100 à l'heure vers un ravin. Le premier occupant qui saute de son engin avant la culbute est un "dégonflé" ! Mais il y a de nombreuses variantes à ces jeux (sic).

ou sent un peu trop sûrement qu'elle va y aller.

Pour en revenir à notre explication, et la compléter, mentionnons que l'adjectif "beat" peut signifier également "béat", comme dans le français. La seule nuance est que les jeunes Américains de la "B. G." (abrégeons désormais) lui gardent uniquement son sens quasi-mystique de béatitude, en éliminant le côté "ahuri-content-de-soi" que cet adjectif a aussi dans la langue française. Les gars de la "B.G." s'estiment d'ailleurs indifféremment "battus" ou "béats" voire les deux à la fois. L'important, c'est le comportement du "beatnik" (en argot U.S.: le "mec" de la "B.G.") ce qu'il pense, ce qu'il dit.

Il est d'abord bien évident que pour la grande masse du peuple américain, la "B.G." est un objet de scandale. Sans partager l'indignation vertueuse des braves gens d'outre-Atlantique, nous pouvons dire que les anarchistes ne peuvent être d'accord avec tous les gestes ou toutes les idées des "beatniks" et c'est normal car, si parmi eux se trouvent d'authentiques révoltés on trouve aussi de petits rigolos, comme partout. Et puis, Révolte n'est pas forcément Révolution, bien sûr. Mais cela dit, comment ne pas souscrire à la dénonciation par la "B.G." des sacro-saints préceptes de cet "American way of life" dont parlait récemment dans le "MONDE LIBERTAIRE" un camarade revenant de là-bas ! Certes il n'est pas spécialement "anarchiste" de crier : "Merde !" à de braves dames patronesses (1) de San Francisco venues pour écouter une "soirée de musique religieuse" (sic). On pourra chicaner en disant que ce n'est pas nouveau, que les surréalistes en 1920 faisaient la même chose avec les dadaïstes. Oui, mais c'était en 1920. et en Europe. Et quand en 1953 les libertaires bombardaient, au Palais de Chaillot, les gens de l'O.N.U. avec des tomates et des oeufs pourris, était-ce un geste spécifiquement "anarchiste" ? Peut-être pas, il y avait de l'"acte-sacrilège" là-dedans, mais avouons que ça faisait bien plaisir !

La "B.G." engueule donc les vieilles filles des clubs presbytériens mais elle méprise aussi la conception classique de la "bonne famille dans un bon foyer", elle ne se soucie pas d'"arriver", se moque du "confort" et de la Respectabilité (Ah ! toute puissante Respectabilité !), conchie tout à la fois l'Armée,

---

(1) - "Beat : le mal de la jeunesse américaine actuelle". FRANCE-OBSERVATEUR n° 462. 12 mars 1959.

La Patrie et le "Monde Libre", n'a aucun respect pour le "Monde Libre", n'a aucun respect pour le "travail" tel que le conçoit une Société mécanisée jusqu'à la robotisation. Ne s'agit-il là que d'une attitude ? S'il semble évident qu'il y ait aussi un peu de ça, nous pensons qu'il n'y a pas que ça. D'où l'intérêt du problème, sa complexité, et les aspects délicats qu'il comporte.

Car il n'est pas question pour nous d'"idéaler" à tout prix ce qui n'est, d'abord, que minoritaire au sein de l'immense société américaine et ensuite sujet à d'inévitables déviations, perversions et autres dégénérescences. Certains "beatniks" boivent, boivent beaucoup même, se droguent, se livrent à des "orgies sexuelles" (sur lesquelles "on" ne donne pas de renseignements mais dont "on" dit grand mal !) et tuent aussi parfois, sans raison, pour voir "quel effet ça fait", etc... Nous ne nous cachons donc pas un aspect exacerbé de ce monstre qu'est pour Mr. Smith, Américain moyen, la "B.G.", mais outre que dans tout courant d'idées il y a toujours des "activistes" (si l'on peut dire), il faut également tenir compte du torrent de boue déversé contre la "B.G." par Mr. Smith et ses semblables, en état de "self-défense", ce qui se comprend ! Ceux-ci sont d'ailleurs aidés dans leur oeuvre de Salut moral par les bons citoyens d'autres contrées et pour ne parler que de "chez nous" on peut faire confiance à Dupont journaliste moyen, pour présenter la "B.G." à la France avec l'ironie de rigueur (on vous parlera d'hurluberlus, de bohèmes, de néo-zazous pour tout dire...). Il est également certain, et nous avons déjà lu des articles en ce sens, qu'on fera son possible pour salir et déformer systématiquement un phénomène qui met en cause un ordre établi. Et c'est là le principal.

UN ESPRIT OU UN MOUVEMENT ? LES DEUX. - Nous avons donc vu certaines exagérations, certains excès, en eux-mêmes limités, au sein même de la "B.G." mais il y a néanmoins au dessus de tout cela l'apport incontestable que représente ce mouvement dans la lutte incessante que mène l'individu pour sa difficile libération. Ce "mouvement" ? Nous parlions tout à l'heure de "courant d'idées", certes, mais il semble acquis que la "B.G." représente l'un et l'autre. A ses origines, il y a de ça quelques années, l'appellation fut trouvée par un jeune poète de New-York : Jack Kerouac, et un "mouvement" se dessina. Celui-ci tendait à confiner aux seuls intellectuels, artis-

tes et poètes, ce qui allait devenir l'"esprit B.G." lequel se répand actuellement dans différentes couches de la population, du propre aveu des journalistes américains. Le fait est remarquable. Et le "beatnik" peut être un étudiant comme le fils d'une famille pauvre. La prédominance intellectuelle reste toutefois marquée, rien d'étonnant à cela. Le seul facteur "unificateur" est évidemment que la "B.G." reste essentiellement le domaine de la jeunesse, de dix-huit à trente ans approximativement (il y a aussi des "plus de trente ans", mais peut-on fixer à la jeunesse une limite arbitraire ? Il n'y a que ceux sachant mal vieillir qui le font.)

Nous parlions d'un apport. Sans surestimer l'importance de ce qui ne demeure qu'un esprit de révolte, répétons-le, il nous semble intéressant de suivre le "phénomène" en question avec attention, car il y a effectivement d'autres points à retenir. Ainsi, dans une société dont la bombe atomique (ou la bombe H., etc...) demeure le garant, la B.G. est-elle résolument pacifiste et dénonce-t-elle avec violence la guerre et ses préparatifs. Ajoutons qu'une certaine "hantise de la bombe" pousse même ces jeunes vers un pessimisme peut-être trop accentué. Un autre fait important : le "beatnik" n'est pas raciste et, dans un pays où le "negro-problem" reste brûlant, il fréquentera ostensiblement les jeunes noirs. Il y aura même de sa part une volonté délibérée de provocation vis-à-vis du racisme soit virulent soit latent qui infecte encore la mentalité américaine. Là aussi, on pourrait parler d'"attitude", mais il est parfois des comportements qui valent de longs discours et de beaux programmes (On voudrait bien qu'en France, par exemple, une telle réaction se produise en faveur des Algériens ! Mais, n'est-ce pas, il ne s'agit que de "bicots" et chacun sait que le Français n'est pas raciste. S'il n'aime pas les Algériens, les Juifs, etc... c'est autre chose, mais ce n'est pas du racisme !).

LA PEUR DU VIDE. - Que dit enfin le "beatnik" ? Écoutons-le :

"Tout le monde avait espéré qu'il y aurait un beau monde nouveau après la guerre, mais les choses ont tourné autrement. Nous n'avons même pas eu les dix ans de paix qui ont suivi la première guerre mondiale. Dès 1947, tout le monde parlait déjà de la prochaine ..." (1) Et encore : "O.K. nous

(1) - C.F. "L'EXPRESS", n° 414, 21/5/59. Article de A. ARANDWITZ  
"Voici les BEATNICK".

ne sommes pas adaptés. Et finalement, la crise que nous traversons passera. O.K. ça vient de l'adolescence. Tout de même, il n'y a pas que nous qui sommes en crise... Nous nous retrouvons perdus, dans un continent trop vaste, plein de vide. Qu'est-ce que vous pouvez comprendre au vide américain, vous qui vivez dans de petites nations à votre mesure ? D'ici --San Francisco-- à San Antonio, il y a plus de 2.000 Kms de désert. Du vrai désert... Vous voulez voir votre cousin ? Lorsqu'il habite à côté c'est à 400 miles; pour vous, plus de la moitié de la France. L'avion n'a rien résolu; il a détruit une mesure et il l'a remplacée par un horaire. Les beatniks sont des gens qui ont envie de marcher à pied. Le plus drôle : savez-vous avec quoi nous avons meublé le vide de l'espace ? Avec du bruit. L'Amérique fait un bruit énorme : radio, télé, affiches lumineuses et sonores, journaux de 2 kilogrammes, conférences et conférences, tout cela n'a qu'un but : meubler le vide, occuper les temps morts. Nous ne voulons pas entrer dans cette vie-là. C'est une vie morte. Nous voulons retrouver une mesure, un rythme réel, celui de la vie, de la marche, de la musique..." (1).

Ces déclarations, parmi beaucoup d'autres, montrent que si la "B.G." se voit elle-même sans illusions, elle sait aussi percevoir toute la vanité du monde dans laquelle elle vit. On voit que par-delà les outrances, le nihilisme des beatniks, se posent (ou se reposent) les vieilles questions de l'Homme et sa Société, du sens de la Vie, du droit au Bonheur. Et si la jeunesse se révolte souvent instinctivement contre une "civilisation" qui l'étouffe, c'est qu'elle n'a pas encore eu le temps d'être "ramollie" par la vie de tous les jours, celle qui attend l'homme "adulte". Sans conscience politique, cette révolte n'a d'ailleurs pas d'aboutissement et, son accès de fièvre passé, le jeune rejoint en général le troupeau. Oui. Mais il n'empêche que le problème de la Société reste posé. Et c'est à ce titre que les "révoltes" des différents pays nous intéressent. Car l'Amérique n'a pas l'exclusivité de ces mouvements, nous le disions en début d'article, et nous allons le constater.

---

(1)- C.F. "FRANCE - OBSERVATEUR" n°469 -30 avril 1959 - Reportage de G. SUFFERT : "Des Américains peu tranquilles".

L'EXEMPLE SUEDOIS.- Voici le cas d'un autre pays dit "heureux" : la Suède. Chacun se rappelle les "soulèvements spontanés" de la jeunesse, à STOCKHOLM. Il y a trois ans, nous apprenions en effet que des milliers de jeunes avaient saccagé la rue principale de la ville, érigeant de petites barricades, se heurtant farouchement aux forces de police, insultant les dignes passants scandalisés, etc... Il ne s'agissait pas de "monômes" étudiantins, les jeunes manifestants étant pour la plupart des salariés de condition très moyenne. Pas question non plus de manifestation ouvrière ou d'action politique. Les jeunes qui étaient là avaient de l'argent (la condition "très moyenne" des salariés suédois, même apprentis, étant tout de même fort acceptable, pécutiairement parlant) et ne représentaient ni partis ni organisations. Non, la révolte de Stockholm avait lieu comme ça, pour rien, et le monde étonné qualifiait de "sans cause" une explosion à laquelle il ne comprenait rien. Ou ne voulait rien comprendre. Comment ! voici un pays dont on dit qu'il a réalisé un certain nombre de mesures "socialistes" (coopératives du circuit KONSUM, bonnes conditions de travail pour les ouvriers, mesures sociales de tous ordres, assurance pour les vieux de finir des jours paisibles dans des maisons de repos confortables aux frais payés par les organisations syndicales, etc...);voici des jeunes qui gagnent bien leur vie, qui peuvent se loger, n'ont pas d'ennuis avec les problèmes de l'Amour (éducation et liberté sexuelles largement développés, "birth-control" encouragé, possibilités d'avortement, etc...); voici donc des jeunes qui ont tout pour être "heureux" ! et ces ingrats se révoltent ! Une fois de plus nous touchons du doigt le même problème et un des points sur lequel l'anarchisme a toujours été en désaccord avec le marxisme.

Sans vouloir revenir à l'Age de Pierre et sans être systématiquement partisans de la destruction du machinisme, les libertaires ont toujours affirmé que l'Homme n'est pas qu'une réalité économique, il est également et surtout une réalité... humaine. Longtemps, les anarchistes ont essuyé les rebuffades d'économistes trouvant ces préoccupations bien "sentimentales". Or, il apparaît qu'actuellement certains théoriciens du marxisme se reposent sérieusement la question : l'homme n'existe-t-il qu'en fonction de rapports de production ? Et ils admettent l'existence d'autres facteurs. Non, "l'homme ne vit pas seulement de pain"

(comme dit Doudintzev) et s'il doit d'abord avoir ce pain assuré, il doit également trouver de véritables raisons de vivre, même dans une société dite socialiste. Or nous pensons, nous anarchistes, qu'une société "socialiste" dirigée par un pouvoir d'Etat ne peut être réellement socialiste et de ce fait rendre des hommes heureux. Nous verrons que la Russie dite Soviétique n'échappe pas, dans une certaine mesure, au même malaise.

Mais revenons à la Suède après cette longue parenthèse. Pour qui n'a pas connu ce pays, vécu et discuté avec ses habitants, la révolte des jeunes peut paraître étonnante. Pourquoi cette révolte ? A cela une réponse toute simple : Les jeunes Suédois ont tout... mais ils s'ennuient. Nous avons pu constater le fait nous-mêmes en voyageant là-bas et nous gardons en mémoire les explications des camarades espérantistes (et ceci en des endroits forts différents du pays) nous décrivant le vide (eux aussi) de leur vie. Comme tout bon Etat, l'Etat suédois a cru liquider la question en donnant à bouffer à tous, en assurant "la matérielle". Il n'oubliait qu'une chose, qu'un détail infime mais qui a tout de même son importance : l'Homme. Aussi, pour meubler les longues soirées, les dimanches où "on ne sait pas quoi faire" l'homme suédois boit. (On boit parce qu'on s'ennuie" disait cet ouvrier spécialisé de l'usine d'armes de Huskvarna).

Du temps, pas si lointain, de la prohibition, on pouvait voir à Stockholm un fort curieux spectacle : celui d'interminables files de citoyens élégamment vêtus attendant patiemment sous la surveillance d'un flic à sabre, qu'on leur délivre la ration d'alcool correspondant au ticket hebdomadaire. La prohibition est maintenant finie, l'alcoolisme non. Il a même augmenté dans d'effrayantes proportions depuis et l'on continue de voir le samedi soir à Kungsgåtan (rue principale de Stockholm) des bandes de jeunes aux cravates chatoyantes dénouées, aux confortables complets de coupe américaine en désordre, le flacon d'alcool de pin (ou de pomme de terre !) à la bouche. Beaucoup de ceux-ci, des gars de 15 - 16 ans, sont les révoltés de demain...

Avant d'en terminer avec l'exemple suédois il nous semble utile de revenir sur les conclusions d'un excellent article paru dans la revue "Socialisme ou Barbarie" (N° 21 - mai 1957. p. 181) signé Yvon BOURDET et consacré à ce problème de la révolte de Stockholm. Dans l'ensemble, nous sommes d'accord avec lui et tirons



Les mêmes enseignements (à savoir : écrasement de l'individu par une société incapable de lui donner un réel goût de vivre et de se réaliser, révolte désespérée pour tenter de se libérer de cet écrasement) à cette nuance près que Bourdet croit utile de s'en prendre finalement au "réformisme" suédois (et de fait, le régime est bien "social-réformiste") pour essayer d'expliquer le caractère particulier de la révolte juvénile de ce pays. Comme si le réformisme était plus responsable que le régime capitaliste dans un tel cas ! Nous savons bien que le réformisme, même avec ses réalisations "socialistes" (qui ne sont que la résolution de besoins exclusivement matériels) n'a rien à voir avec le Socialisme. L'attaque de Bourdet serait, selon nous, valable s'il opposait au réformisme (et cela est valable pour tout autre régime d'Etat) la conception d'une Société aux fondements profondément bouleversés, une Société remise en question aux valeurs nouvelles, et qui serait, elle, la préfiguration d'un véritable Socialisme ! Aussi quand il dit : "(...) On est bien loin de cet univers nouveau que Marx réclamait, de ce monde qui serait la création de la spontanéité humaine et l'expression de la liberté totale " sommes-nous quelque peu perplexes et avons-nous l'impression que Bourdet "enjolive" la conception humaine du Maître. On aimerait bien savoir où et quand Marx a parlé en faveur de la spontanéité de l'homme, par exemple. Et nous suggérons timidement que s'il en avait fait état à ce point, ses innombrables disciples en auraient peut-être tenu plus compte...

"TEDDY-BOYS", RACISME ET PUDEUR GOUVERNEMENTALE.- Un autre pays "occidental"

mais aux réalisations moins "socialistes" a vu le poids de sa société contraindre également certains jeunes à une révolte quasi-sauvage, aux dangereuses déviations. C'est la vieille, la sage Angleterre dont les "teddy-boys" n'ont été, il y a quelques années que l'expression d'un "défoulement" inconscient parmi un secteur de sa jeunesse. Comparativement à la "B.G." le "teddy-boy" est moins "mental". Ses réactions et son comportement ne furent et ne sont encore que provocation violente, presque animale. La manière de se vêtir elle-même : veste longue au col et poches bordés de velours, pantalons collants cheveux abondants aux toupets agressifs (un peu le style "zazou" du temps de l'occupation en France), cherchait avant tout à hérissier le sens du "comme-il-faut" général, à égratigner la "respectabilité"

britannique. Si les journaux ont fait largement état des bagarres, des agressions commises par les "teddy-boys", ils ont été plus discrets en ce qui concerne les assauts de commissariats, les chocs violents avec la police où souvent des agents se retrouvaient rossés... Le phénomène "teddy-boy" tendait toutefois à s'estomper quand le meurtre récent d'un jeune Jamaïcain du quartier tristement célèbre de NOTTING HILL a fort opportunément servi d'exutoire au racisme anglais. Comme nous le disait un camarade du groupe anarchiste de Londres, le "teddy-boy" est le "scapegoat" (bouc émissaire) par excellence. Tout mauvais coup, tout meurtre, vol ou viol, c'est lui ! Comme l'Etat anglais ne se veut pas plus raciste que son homologue français, la tentation était évidemment bien grande de faire endosser au seul "teddy-boy" la responsabilité de l'abominable forfait. Ce qui fut fait.

Pas question de discuter ici sur l'exécutant du crime. C'est un jeune, c'est vrai (plusieurs même) peut être même un "teddy-boy" et son acte est atroce. Mais il est aussi et surtout l'habitant d'un quartier raciste anti-Noirs dans son ensemble (et quand nous ne parlons que d'un quartier...). Sans entrer dans les causes profondes de ce racisme, tel n'est pas le but de cet article, il est fonction de la concentration dans ce secteur de familles jamaïcaines et antillaises et frénétiquement entretenu, développé par la propagande du fasciste Oswald Mosley. Celui-ci a systématiquement entrepris une campagne de haine anti-Noirs sous l'éloquent slogan de "L'Angleterre aux Blancs", au moyen de son organisation "Union Mouvement" et de son journal "Action". Il est juste de signaler que d'autres groupes politiques racistes font bloc avec lui.

Il y a donc un ensemble de faits qui méritent d'être connus dans une telle histoire. Mais le gouvernement britannique a su faire d'une pierre deux coups en cachant (mais a-t-il réussi à le cacher tant que cela ?) à l'opinion mondiale le racisme d'une partie de la population anglaise, tout en rendant exclusivement responsable du crime un phénomène qui l'embarrassait bien. Comme on le voit, tous les moyens sont bons !

LE "SOCIALISME" LES ETOUFFE AUSSI. - L'exemple de ces pays, appartenant au Monde soi-disant libre montre les tragiques effets que peut avoir une révolte forcée face à l'oppression d'une société. Mais nous ne voudrions

pas terminer cet article sans mentionner le cas des pays "socialistes" dont nous parlions au début. Quand nous parlions de pays "socialistes" ou se prétendant tels nous pensions bien sûr à l'U.R.S.S. Celle-ci a son "mal de la jeunesse" également : ses "hooligans". Il est indéniable que parmi ces jeunes se trouvent, comme on le dit complaisamment, aussi des paresseux, des dévoyés, etc... Mais nous sommes non moins persuadés que nombre de ceux que l'on appelle "hooligans" ressentent le même étouffement que les jeunes vivant en régime capitaliste. Cela parce qu'il ne peut en être autrement. Un test : Il n'est que de voir la similitude dans le comportement et surtout dans la condamnation des révoltés de part et d'autre du "rideau de fer" (la plaisante expression !). Dans les deux camps même hypocrisie offusquée, même conformisme scandalisé devant les atteintes à l'Ordre établi!

Chez Tito (nous ne parlerons pas de la Pologne où c'est la même chose qu'en U.R.S.S.), l'homme des prétendus "Conseils ouvriers", on appelle les jeunes anticonformistes les "Kretenchichi" (littéralement "les petits crétins") parce que ceux-ci se permettent de timides essais de protestation, le plus souvent par des moyens artistiques. Des peintres comme Dado DJURICH, TOSKOVICH, KONTICH "bénéficient" ainsi du mépris officiel. Pensez donc, ces contre-révolutionnaires se permettent de la peinture abstraite ou surréaliste !

EN CONCLUSION. - Y a-t-il une conclusion obligatoire, pour bien fermer le cercle, à tirer de ces quelques constatations ? Nous avons parlé de ce problème dans "NOIR et ROUGE" parce que nous pensons que les anarchistes doivent tenir compte de tous les aspects de la Révolte, ou de l'esprit de révolte. Que, malgré leurs apparences, ceux-ci sont en définitive positifs et indispensables, mûris par l'éthique et la conscience politique, à l'accomplissement de la Révolution.

Nous ne devons toutefois pas oublier qu'au-delà de l'Etat dont nous dénonçons inlassablement le système d'oppression c'est au problème entier de la Société que les anarchistes auront à faire face s'ils veulent créer une humanité vraiment nouvelle. Nous ne devons pas, à notre tour faire de l'Etat un "scapegoat" car il n'est après tout que la forme d'une organisation de la Société. Si nous supprimions cette forme sans toucher au fond, nous nous ex-

poserions aux contradictions que nous dénonçons précisément. Les réalités économiques existent, mais les réalités psychologiques également. Les anarchistes se prépareraient à de cruels déboires et seraient malhonnêtes avec eux-mêmes et avec les autres en remplaçant l'Etat par un succédané qui n'en porterait pas le nom mais en aurait les fonctions. Afin d'éviter que des jeunes étouffent sous de nouveaux dogmes, sous de nouvelles morales rigides, sous un nouveau conformisme même "révolutionnaire" nous devons être persuadés que la Révolution sera totale ou ne sera pas.

C. LAGANT.

# UN ESSAI DE D. GUERIN :

## " JEUNESSE DU

## SOCIALISME

## LIBERTAIRE "

Nous assistons depuis quelques années à une prolifération de livres et de revues qui se réclament tous du marxisme, et en même temps proclament qu'ils le "repensent", le "réexamen-t"... Il y a aussi de cette démarche dans le livre : "Jeunesse du Socialisme Libertaire" de Daniel GUERIN qui vient de paraître chez Marcel Rivière (1959). Son travail nous retiendra plus spécialement car il traite de problèmes intéressant les anarchistes. Rappelons que l'auteur nous est connu par ses études ("La Lutte de Classes sous la 1ère Ré-publique", "Fascisme et Grand Capital", etc...) et également pour son intérêt très amical pour les libertaires depuis quelques années.

Nous essaierons de donner un aperçu de ce livre, qui consiste en une série d'essais un peu hétérogènes et de valeur assez différente, puis nous en tirerons nos conclusions, qui d'ailleurs seront brèves. Nous nous arrête-ront surtout sur les trois premiers chapitres qui portent sur le socialisme libertaire. Il est assez difficile de choi-sir des citations et de résumer un essai surtout sociologi-que, mais ces quelques extraits, nous l'espérons, en donne-ront un petit aperçu; pour nous, ces pages présentent un in-

térêt tout particulier car, partant de positions marxistes, Daniel Guérin est un des rares auteurs qui arrivent assez près de nous dans ses conclusions.

### 1er Chapitre - " LA REVOLUTION DEJACOBINISEE "

Daniel Guérin commence par une constatation : "autour de nous aujourd'hui tout n'est que ruine, le fascisme (...), la démocratie bourgeoise (y compris la "Vème République") (...), le stalinisme", dont il conclut que "l'heure est venue pour la Gauche française de repartir à zéro, de repenser jusque dans leurs fondements ses problèmes, de refaire tout son bagage d'idées" -- ce qui doit être fait "dans le cadre de la pensée socialiste, qui demeure, en dépit de tout, la seule valeur solide de notre époque. La double faillite du réformisme et du stalinisme nous fait un devoir urgent de réconcilier la démocratie (prolétarienne) et le socialisme, la liberté et la Révolution".

Guérin fait ensuite un retour en arrière, dans le temps, jusqu'à la Révolution française qu'il connaît comme peu d'historiens ; pour lui, de la Commune de 1793, à celle de 1871, et aux Soviets de 1905-1917, la filiation est évidente. En suivant sa pensée, arrêtons-nous sur quelques points concrets : avant tout, la DEMOCRATIE DIRECTE, c'est-à-dire le pouvoir des masses, plus précisément des "sans-culotte", des "bras nus" ; démocratie découverte spontanément et qui s'est matérialisée par les sections locales des sociétés populaires et des clubs (surtout en l'An II) des révolutionnaires qui de façon fédéraliste sont arrivés au Conseil Général de la Commune de 1793. Ce pouvoir des masses par en bas double en réalité le pouvoir bourgeois d'en haut ; c'est un progrès considérable, "sans doute la maturité d'une démocratie directe expérimentée pour la première fois dans un pays relativement arriéré". Daniel Guérin note au passage que "c'est à cette source que Proudhon, puis Bakounine ont puisé leur fédéralisme libertaire".

Si, il y a 12 ans, Daniel Guérin ("La lutte de classes sous la 1ère République" éd. Gallimard 1946) chercha à présenter comme une dictature du prolétariat la contrainte que cette avant-garde prolétarienne (ou qui commençait à se prolétariser) se trouvait obligée d'exercer sur la contre-révolution -- il cherche aujourd'

hui ici à la présenter autrement, à atténuer le mot et à trouver des correctifs, s'appuyant, entre autres, sur Bakounine : nécessité d'"une force révolutionnaire, même comme transition révolutionnaire" (Bakounine, "l'Egalité", 26/6/1869), et l'opposant à l'idée de Lénine : "Quiconque ne comprend pas la nécessité de la dictature ne comprend rien à la Révolution et n'est pas un véritable révolutionnaire" (Contribution à l'histoire de la dictature, Lénine, 1920).

Les dangers de la dictature viennent soit d'en haut, le gouvernement révolutionnaire; soit d'en bas, le prolétariat armé par le truchement du parti. D'après Guérin, la dictature mène toujours à une "concentration du pouvoir" et à une "reconstitution d'un appareil d'oppression du peuple". Il discute en même temps avec les historiens de droite et avec ceux de la gauche jacobine qui, se basant tous sur une "nécessité", arrivent toujours à la dictature et refusent le rôle de la démocratie directe, et il dit : "pendant les quelque six mois où s'épanouit la démocratie directe, le peuple fit la preuve de son génie créateur ; il révéla, bien que d'une façon encore embryonnaire, qu'il existe d'autres techniques révolutionnaires que celles de la bourgeoisie, que celles de haut en bas" (p.47)(...) "Il n'est pas certain que la Révolution ne pouvait être sauvée que par la technique de la bourgeoisie et que par en haut (...) Le renforcement du pouvoir central étouffa et tua l'initiative d'en bas qui avait été le nerf de la Révolution. La technique bourgeoise fut substituée à la fougue populaire. La Révolution perdit sa force essentielle, son dynamisme interne" (p.46).

Un autre fait historique que Guérin souligne, c'est qu'à la fin de 1793 (surtout après le décret de 4/12/1793), en renforçant le pouvoir central sous le prétexte de comprimer la contre-révolution, la bourgeoisie s'appliqua surtout à détruire le régime jusque-là essentiellement démocratique et décentralisateur auquel elle avait elle-même contribué deux ans auparavant dans sa hâte à supprimer le centralisme régional de l'ancien régime ; c'est "la volonté consciente de refouler la démocratie directe des sans-culottes" (p.48).

Il montre ensuite la naissance d'une bureaucratie plébéienne (surtout hébertiste) qui, en transformant les militants en employés, et en absorbant par l'appareil d'Etat les meilleurs

cadres des sans-culottes, affaiblit la démocratie au sein des sections locales, et en même temps produit une sclérose bureaucratique (qu'il compare lui-même à la bureaucratie stalinienne).

Daniel Guérin essaie de défendre la conception de la démocratie directe en s'appuyant sur l'Enragé Varlet : "Pour tout être qui raisonne, gouvernement et révolution sont incompatibles"; sur Jacques Roux : "Une révolution menée par les masses et un pouvoir fort (contre les masses) sont deux choses incompatibles"; sur Babeuf : "Les gouvernants ne font des révolutions que pour toujours gouverner. Nous en voulons faire enfin une pour assurer à jamais le bonheur du peuple par la vraie démocratie"; sur Buonarroti : "S'il se formait dans l'Etat une classe exclusivement au fait des principes de l'art social, des lois et de l'administration, elle trouverait bientôt le secret de se créer des distinctions et des privilèges", et surtout sur Proudhon : "En proclamant la liberté des opinions, l'égalité devant la loi, la souveraineté du peuple, la subordination du pouvoir au pays, la Révolution a fait de la société et du gouvernement deux choses incompatibles (...). Il y a incompatibilité absolue du pouvoir avec la liberté. Point d'autorité, point de gouvernement, même populaire : la Révolution est là (...) Le gouvernement du peuple sera toujours l'escamotage du peuple. Si la Révolution laisse subsister le Gouvernement quelque part, il reviendra partout" ("L'idée générale de la Révolution au XIX<sup>e</sup> siècle").

Certaines questions restent à l'arrière-plan de ce chapitre, telles que la révolution permanente, l'application abusive de la conception matérialiste de l'histoire "qui mène inévitablement à un fatalisme historique" ; la tradition jacobine qui se prolonge dans le "désaccord" entre marxistes et libertaires et se manifeste chez Liebnicht, Lénine, Staline (pour Marx et Engels, Guérin se montre plus conciliant).

## 2<sup>e</sup> Chapitre : "DU JEUNE MARX A MARX".

Nous dirons très peu de chose de ce chapitre, car non seulement les autres en ont trop dit sur les mérites, etc... de Marx, mais parce que Marx lui-même malgré toute sa présentation scientifique est loin d'être clair.



Daniel Guérin en donne l'exemple dans les deux citations suivantes : "Le marxisme est authentiquement un personnalisme" (J. Lacroix) et c'est "un antipersonnalisme absolu" (André Pietre). Ce n'est pas seulement le zèle de ses élèves qui fausse la pensée du maître, mais celle-ci elle-même mène souvent à la contradiction. Avec la découverte des écrits du jeune Marx, avant 1848, le désaccord est encore plus grand, la discussion encore plus passionnée. Sans dévaloriser ni minimiser le rôle de Marx (Guérin souligne que "la pensée de Marx domine notre époque"), il est temps de donner une juste mesure à ce rôle et à ces pensées et de sortir de l'oubli l'apport, le rôle et l'action des prédécesseurs et des contemporains de Marx qui ont également participé à l'élaboration de la pensée sociale du XIX<sup>e</sup> siècle et à l'action des luttes sociales. Sans entrer dans le détail des écrits de Marx, textes "boulversants et révélateurs", on peut admettre un souci éthique et humain plus grand dans les écrits d'avant 1848 que dans les suivants : lui-même ne se considérait pas encore comme un génie absolu et ne se figeait pas dans une contemplation et une auto-admiration stériles ; il acceptait encore les discussions et les recherches --et la jeunesse est toujours plus altruiste et plus enthousiaste.

Il faut aussi essayer de comprendre l'acharnement de certains marxologues contre les "erreurs de jeunesse" du maître, ainsi que l'enthousiasme de certains néophytes de l'église marxiste qui conscients de l'existence d'erreurs dans la construction de leur socialisme cherchent le remède dans la même bible et trouvent dans les écrits de jeunesse de Marx un appui à leur "humanisme".

Ouvrons ici une parenthèse : C'est une attitude très fréquente ces derniers temps --ainsi Milovan Djilas fut chargé après juin 1948 par Tito de trouver des arguments dans la discussion idéologique avec Moscou et il sut expliquer par certains textes de Marx, Engels et Lénine la conception des "voies différentes et spécifiques du socialisme" ; ces écrits furent non seulement acceptés mais loués par les chefs de la Yougoslavie. Plus tard, quand Djilas commença lui-même à douter de la véracité des maîtres marxistes, Tito l'envoya en prison-- Guérin a de la chance de ne pas se trouver dans la position de Djilas car le doute est inévitablement interprété comme une erreur, comme un crime.

Pour en revenir à la discussion sur Marx jeune, Guérin la caractérise ainsi : "Cette querelle entre marxologues prend

des formes tant soit peu byzantines, qu'elle se déroule principalement sur un plan abstrait et s'exprime souvent dans un confidentiel jargon philosophique (dont, il faut bien l'avouer, le Marx de 1844 est le premier responsable) ; elle porte sur des textes souvent obscurs, parfois même illisibles, dont le caractère ésotérique est aggravé par des traductions défectueuses à partir de textes douteux ou incomplets et dont l'interprétation est souvent ardue ; elle ne generait donc pas à s'étendre au-delà d'un cercle d'initiés et d'érudits, si, à travers elle, à travers les arguments confus et contradictoires de ses participants, n'apparaissent certaines failles de la pensée marxiste. Le militant qui veut transformer le monde, et qui, pour ce faire, a besoin d'être guidé idéologiquement, ne peut ignorer ces incertitudes et ces points faibles d'une oeuvre qui, face à la banqueroute de la pensée bourgeoise, lui offre, aujourd'hui encore, malgré ses déficiences, un fil conducteur relativement solide". (p.71)

Dans ces conditions, les discussions subtiles des marxologues sur "jusqu'où" le jeune Marx porte encore les empreintes de Hegel et Feuerbach, sur la question de savoir s'il est plus "idéaliste", "utopiste" que ses maîtres, et sur sa conception de l'aliénation des ouvriers dans le régime bourgeois, toutes ces discussions présentent un intérêt secondaire permettant seulement de mieux comprendre d'une part l'évolution de Marx, et de l'autre la porte qu'il a lui-même entr'ouverte ... non seulement aux controverses théoriques mais aussi et surtout aux réalisations actuelles maintenant du socialisme.

Nous retiendrons quelques points ; Guérin cite et commente ce que Marx écrit en 1843-44 : "Marx a posé le principe qu'"abolition de la propriété privée et communisme ne sont nullement identiques", que l'étatisation de la propriété n'est que la "généralisation" de la propriété privée, productrice d'aliénation, que, par conséquent, un communisme qui se contenterait d'un tel état de choses, qui maintiendrait le salariat, ne mettrait pas fin à l'aliénation de l'homme". (Guérin p.79; Marx "Oeuvres philosophiques" 1843 et "Manuscrits" de 1844). Puis Guérin passe au texte de Marx de 1875 : "de tels défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement" ("Capital", Naville, p.453-55).

Cette discussion a la plus grande importance car, et l'expérience l'a prouvé, la nationalisation et l'étatisation de la production et de la propriété n'ont rien à voir avec la libération des ouvriers de l'exploitation. Et ici nous sommes tout à fait d'accord avec Guérin qui souligne <sup>que</sup> cette perspective marxiste "temporaire" a servi Lénine, Staline etc... pour instaurer un régime où les ouvriers sont aussi aliénés pour ne pas dire même plus et où ils continuent d'être des salariés. Ainsi la question de la gestion ouvrière, de la propriété et de la répartition des biens n'est pas résolue et se pose tout entière. Ce n'est pas par hasard que les révoltés de l'Est ont, d'une part, retrouvé le vieux slogan des conseils ouvriers, et, d'autre part, sont opposés à la gestion actuelle. Enfin pour nous, les conseils ouvriers eux-mêmes, s'ils sont isolés et s'ils s'accompagnent pas d'une socialisation de toute l'économie, d'échanges, etc..., s'ils restent isolés dans un régime étatique et centralisé, ne peuvent non plus résoudre la question (l'expérience des "conseils ouvriers" en Yougoslavie depuis quelques années concorde avec cette conclusion).

Sur les points principaux, Marx, consciemment ou inconsciemment, laisse des équivoques : nous avons vu sa conception sur la suppression de l'aliénation ; la même tactique est appliquée à sa conception de l'Etat qui dépérit et en même temps ne dépérit pas ; aussi bien qu'à celle de la liberté qui doit être la base de la société, mais dans un avenir lointain. Cette conception équivoque les libertaires l'ont toujours violemment combattue : devant chaque difficulté on reportait la responsabilité sur les exécutants, mais on ne mettait jamais la source, c'est-à-dire Marx, en doute : Guérin se demande si "l'ajournement sine die de la "réappropriation" et la persistance de la contrainte étatique ne se trouvent pas déjà, au moins en germe, dans la pensée de Marx de la maturité" (p.80) C'est un joli compliment fait à Marx pour son "évolution" et sa maturité.

La même dialectique douteuse et miteuse existe au sujet de la conception humanitaire de Marx. Guérin oppose aux enthousiastes de Marx trop humanitaires, en se basant lui-même sur Marx, les arguments suivants : "Il n'est pas certain que la position du jeune Marx soit entièrement satisfaisante pour ceux des socialistes qui se préoccupent de sauvegarder la liberté individuelle. L'homme auquel se réfère constamment le Marx "humaniste" est, on

n'y prend sans doute pas assez garde, un Homme hégélien et feuerbachien, un Homme abstrait, universel, un Homme "générique", c'est-à-dire membre de l'"espèce", un Homme essentiellement social. Pour Marx, il n'existe pas de véritable problème de l'individu, car "l'individu est l'être social". "La vie individuelle et la vie générique de l'homme ne sont pas différentes". "Le communisme est la véritable solution du conflit entre...l'individu et l'espèce" (Marx, Manuscrits de 1844), entre l'individu et la société. Dans la société communiste, "la solidarité existant nécessairement dans le libre développement de tous assurera la liberté individuelle" (Marx, "L'Idéologie allemande", 1846). Mais cette synthèse optimiste et messianique de l'individuel et du social n'est-elle pas un tour de prestidigitation trop brillant et trop habile pour être absolument convaincant ? L'individu sera-t-il réellement "désaliéné" dans une telle perspective "humaniste" et la nouvelle forme de "société" qu'anticipe le jeune Marx cessera-t-elle vraiment, comme il en exprime l'espoir, de se "fixer... comme abstraction vis-à-vis de l'individu" (Marx, Manuscrits de 1844) ? (Guérin P.80-81).

Déjà à l'époque, les rapports entre individu et société ont provoqué de vives discussions. Guérin retrouve les vieux textes de Proudhon et les commente ainsi : "Proudhon (personne à ma connaissance, ne l'a dit) a été le premier à faire des réserves sur la conception "humaniste" de l'homme, d'abord victime de l'aliénation (le mot vient sous sa plume), puis "réconcilié avec lui-même". Il appréhendait que cette réconciliation n'aboutisse, en fait, à la notion d'"un moi collectif auquel s'asservit comme à un maître invisible le moi individuel" (Philosophie de la Misère, 1846)". (Guérin p.82).

Max Stirner a aussi de son côté attaqué la conception marxiste, et Guérin cite ici l'opinion d'Arvon sur Stirner : "Arvon a montré que la dévastatrice critique stirnénienne de l'humanisme hégélien et feuerbachien, de la "sacralisation" de l'homme abstrait a, pour une large part, incité Marx à jeter par dessus bord cette philosophie idéaliste dont il était encore quelque peu imprégné. Mais la rupture avec Feuerbach, avec l'ensemble des jeunes hégéliens, a entraîné Marx dans des voies diamétralement opposées à celles de Stirner : elle l'a conduit à partir, non de l'individu, mais du matérialisme historique et de la praxis révolutionnaire". (Guérin, p.87)

3<sup>e</sup> Chapitre - "LENINE OU LE SOCIALISME PAR EN HAUT".

Dans le chapitre précédent, Guérin essaie de découvrir l'équivoque et les faiblesses de la pensée de Marx. Poursuivant sa critique, il arrive à Lénine ; et dès le début, il déclare : "il paraît indispensable aujourd'hui de procéder à une critique serrée de certaines conceptions léninistes, qui portaient en elles le germe de la dictature sur le prolétariat et dont le socialisme doit se débarrasser s'il veut retrouver son authenticité libertaire" (p.91) tout en réservant son estime pour Lénine. En cherchant l'origine de la dictature du prolétariat --pivot de la conception léniniste-- Guérin va, de la Conspiration des Egaux (1796) dirigée par Babeuf, en passant par les blanquistes de 1839, par Kautzky et Rosa Luxembourg, jusqu'à Lénine.

En quoi consiste, d'après lui, l'erreur de la conception du socialisme par en haut ? Avant tout en une conception un peu "ambivalente de la pensée marxiste dès sa naissance" qui oscille entre une conception volontariste où le rôle principal est donné à une avant-garde qui peut forcer l'histoire, et une conception purement mécaniste d'une évolution inévitable, économique, en dehors de tout effort humain. Ainsi Engels critique les blanquistes : "ils partaient de cette idée qu'un nombre relativement petit d'hommes résolus et bien organisés étaient capables, le moment venu, non seulement de s'emparer du pouvoir, assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la Révolution et à la rassembler autour de la petite troupe directrice. Pour cela, il fallait avant toute autre chose la plus stricte centralisation dictatoriale de tout le pouvoir entre les mains du nouveau gouvernement révolutionnaire" (Engels, Introduction du 18 mars 1851 à "la Guerre Civile en France" citée par Guérin, p.92). Et Kautsky : "Le prolétariat, qui était trop ignorant et démoralisé pour s'organiser et se diriger lui-même, devait être organisé et dirigé par un gouvernement composé de son élite instruite, quelque chose comme les Jésuites du Paraguay qui avaient organisé et gouverné les Indiens" (Kautsky "la dictature du prolétariat", 1918, citée par Guérin, p.92).

Mais en même temps, dans le Manifeste Communiste, existe la thèse opposée : "Pratiquement, les communistes sont (...) la fraction la plus résolue des partis ouvriers (...), celle qui pousse toujours en avant ; théoriquement, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la

marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien" (Manifeste Communiste, p.82, cité par Guérin p.94).

Lénine profite de cette ambivalence pour construire et imposer sa conception qui, tout en gardant toujours une apparence d'historicisme, est beaucoup plus homogène et beaucoup plus logique que celle de ses maîtres. Il accepte avant tout le rôle d'une avant-garde de révolutionnaires professionnels, espèce de cercle fermé d'initiés liés à une discipline et un centralisme absolu, et en même temps il refuse toute expérience ouvrière et s'acharne contre la spontanéité des masses populaires. "L'histoire de tous pays atteste que, livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre les patrons" (Lénine, "Que Faire" ? p.437, cité par Guérin p.98). "Toute soumission à la spontanéité du mouvement ouvrier, toute restriction du rôle de l'"élément conscient" (...) signifie (...) qu'on le veuille ou non, un renforcement de l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers" (Lénine, "Que Faire ?" p. 445, cité par Guérin p. 98-99). Il refuse les luttes ouvrières sous prétexte qu'elles sont l'expression de l'influence camouflée de la bourgeoisie (...) pour accepter et glorifier d'une autre façon cette même bourgeoisie : "La doctrine socialiste (...) a surgi des théories philosophiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, les intellectuels. Par leur situation sociale, les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient des intellectuels bourgeois". (Lénine, "Que Faire ?" p.437, cité par Guérin p.99).

Non seulement il ne faut pas avoir confiance dans les masses, dans leur spontanéité, dans leur combativité, y compris dans les masses ouvrières ; mais la vérité révélée à quelques fortes têtes (par hasard bourgeoises) devait être imposée aux masses, descendre du sommet vers la base. Comment ? par l'intermédiaire de cette avant-garde de révolutionnaires professionnels, c'est-à-dire détachés de la production, de la vie syndicale, des masses, enfermés dans les organisations "militaires" (Lénine, sic) fortement hiérarchisées, disciplinées "bureaucratisées" (Lénine, re-sic). Parce que chaque démocratisation "mène aux anarchismes" (toujours Lénine). On peut ainsi expliquer le secret des succès de Lénine : c'est une conspiration qui était préparée pour la prise du pouvoir, suffisamment souple pour s'adapter à toutes les conjonctures, suf-

fisamment dure pour mater toute contradiction ; en réalité elle comporte une originalité, car les conspirations semblables dans l'histoire s'étaient appuyées soit sur une oligarchie militaire ou aristocratique, soit sur une démagogie patriotique, tandis que Lénine s'appuyait sur une phraséologie socialiste.

En l'honneur du marxisme, il faut dire <sup>que</sup> la conception de Lénine a été hautement discutée par certains marxistes : les menchéviks (Martynov, Axelrod, Martov, Trotsky, Rosa Luxembourg, etc...) Guérin retrouve les vieux textes, surtout de ces deux derniers. Nous citerons seulement Rosa Luxembourg car Trotsky, qui menait la critique à peu près avec la même vigueur que Rosa Luxembourg, s'est plus tard corrigé lui-même et a nié la brochure qu'il y avait consacré, s'alignant complètement sur les positions de Lénine. D'après Rosa Luxembourg (citée et commentée par Guérin) "les membres du parti ne sont plus que des instruments, des agents d'exécution de son altesse le comité central". Elle s'élève contre "l'impitoyable centralisme de Lénine" considérant que celui-ci "prête au prolétariat une sorte de goût masochiste pour les rigueurs d'une discipline impitoyable", et lui oppose sa propre conception, selon laquelle "ce n'est qu'en extirpant jusqu'à la dernière racine ces habitudes d'obéissance et de servilité que la classe ouvrière pourra acquérir le sens d'une discipline nouvelle, de l'auto-discipline librement consentie". Elle continue : "Les révolutions ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école, jamais le mouvement de classes du prolétariat ne doit être conçu comme mouvement d'une minorité organisée (...) Toute véritable grande lutte de classes doit reposer sur l'appui et la collaboration des masses les plus étendues et une stratégie de la lutte de classes qui (...) serait faite uniquement à la mesure des marches bien exécutées d'une minorité serait vouée par avance à un pitoyable fiasco" (R.L., "Grève générale, Parti et Syndicats", 1906, p.47 ; cité par Guérin p.107). "L'ultra-centralisme défendu par Lénine nous paraît comme imprégné, non point d'un esprit positif et créateur, mais de l'esprit stérile du veilleur de nuit. Tout son souci tend à contrôler l'activité du parti et non à le féconder, à rétrécir le mouvement plutôt qu'à le développer". Elle conclut : "Nous ne saurions concevoir de plus grand danger pour le parti socialiste russe que les plans d'organisation proposés par Lénine. Rien ne pourrait plus sûrement asservir un mouvement ouvrier, encore si jeune, à une élite intellectuelle assoiffée de pouvoir que

cette cuirasse bureaucratique où on l'immobilise (...)" (cité par Guérin p.100).

Pour nous, tout en conservant une certaine estime pour Rosa Luxembourg, nous ne pouvons que considérer cette critique comme stérile et superficielle : elle porte sur les aspects secondaires, mais non sur le fond même, lequel consiste dans la question du pouvoir, dans la préparation de la prise du pouvoir avant la Révolution et dans l'exécution de cette prise de pouvoir pendant et après la révolution. Dans ce but, Lénine a fait tous les "compromis" et pour Rosa Luxembourg ce but même est valable. Pour nous, le fonctionnement et le schéma d'une organisation révolutionnaire en lutte reflète le fonctionnement et le schéma d'une organisation sociale telle que ces mêmes révolutionnaires se proposent de la construire par la suite. Pour nous, il y a une logique entre les erreurs théoriques de Lénine avant 1917 et son action depuis. C'est pourquoi la discussion qui s'est ouverte il y a un siècle entre marxistes et libertaires précisément sur la forme d'une organisation révolutionnaire et sociale, sur le pouvoir et l'Etat, n'était pas un simple jeu de l'esprit, un simple malentendu ou une blessure d'orgueil personnel. Et les prévisions faites il y a un siècle sont aujourd'hui réalité.

C'est dans cette perspective que Guérin, allant plus loin que Rosa Luxembourg, écrit : "Cette conception du parti dirigeant va se fondre dans une conception non moins autoritaire, non moins jacobine de la forme du pouvoir qui doit naître de la révolution prolétarienne. Dans "l'Etat et la Révolution", écrit à la veille de la Révolution d'Octobre, Lénine commence par se poser en libertaire. L'objectif ultime du socialisme c'est le dépérissement de l'Etat. Il reprend à son compte les vues de Proudhon sur l'"incompatibilité absolue du pouvoir avec la liberté" qu'il résume en une formule aussi brillante que lapidaire : "Tant que l'Etat existe, pas de liberté ; quand régnera la liberté il n'y aura plus d'Etat". Mais une fois ce coup de chapeau donné à l'anarchisme, il s'empresse de préciser que la disparition de l'Etat ne suivra pas immédiatement la conquête du pouvoir par le prolétariat. Elle ne sera possible qu'après une période transitoire plus ou moins longue". (p.110).

Pendant ce temps... "quant à la chose informe, inédite et indéfinissable qui naîtra au lendemain de la Révolu-



tion, ce sera un "Etat transitoire", une "forme révolutionnaire et passagère de l'Etat", un Etat à la fois "démocratique" et "dictatorial", un "Etat non politique", un Etat "prolétarien ou demi-Etat", "quelque chose qui n'est plus à proprement parler l'Etat", un "Etat en voie de dépérissement", une "dictature du prolétariat", une "dictature provisoire de la classe opprimée". Cette cascade de définitions variées et embarrassées ouvre la porte à toutes les interprétations et donc, quand sonnera l'heure de l'application, à tous les abus." (p.111-112).

Un des moyens d'arriver au pouvoir est le suivant : "Dans son désir de capter au profit de son parti le puissant mouvement des masses qui, au moment où il écrit, s'exprime spontanément par les soviets, il suggère que les ministères bourgeois soient remplacés par des "soviets souverains et tout-puissants de députés ouvriers et soldats", et appelle de ses vœux "une république démocratique du type de la Commune ou de la République des Soviets". Mais, à d'autres moments, ce miroir aux alouettes destiné à amener au bolchevisme les masses prolétariennes, fait place à des perspectives pour celles-ci beaucoup moins rassurantes (...)" (p.112).

Lénine suit en cela les exemples de ses illustres prédécesseurs : "Déjà, en 1848, Marx et Engels projetaient de concentrer tout le capital, toute l'industrie, tous les transports, tout l'échange, entre les mains de l'Etat. Depuis, sous la pression des libertaires, ils mirent beaucoup d'eau dans le vin de cet étaticisme. Mais Lénine demeure un rigide communiste d'Etat. Il se fixe pour tâche de se "mettre à l'école du capitalisme d'Etat allemand". L'organisation de la grande industrie moderne par le capitalisme, avec sa "discipline de fer", ne le séduit pas moins et il la propose comme modèle. Pour lui, le capitalisme d'Etat est "l'antichambre du socialisme" et l'on peut passer de l'un à l'autre "par de simples décrets" (...)" (p.113).

En face de la "nécessité" qui fait fléchir Trostky, Rosa Luxembourg, Guérin conclut : "Il faut être aveuglé par le dogmatisme pour ne pas discerner dans le léninisme, se superposant à des tendances libertaires et les annihilant, une propension au plus autoritaires des communismes d'Etat" (p.115).

Il termine son étude par quelques citations de Bakounine "un révolutionnaire de génie, aujourd'hui trop oublié".

CONCLUSION.

Bien qu'ayant voulu donner nos conclusions après l'exposé du livre lui-même, il nous a été impossible de ne pas en donner déjà certaines en cours de route ; nous essaierons de les compléter ici.

Ce qui nous semble positif dans l'essai de Guérin est d'abord son souci de repenser vraiment un certain nombre de problèmes que presque tous les autres critiques n'osent pas affronter ou le font de façon superficielle ; ce souci, lié à une rigueur de pensée, conduit souvent l'auteur à certains "tabous" tels la dictature du prolétariat, l'aliénation de la classe ouvrière, etc... et lui donne le courage de critiquer les maîtres du marxisme eux-mêmes. Cette qualité de Guérin n'est pas liée dans notre esprit à son attitude antiparti (comme le feraient les théoriciens du P.C., en accusant tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux), ni à sa recherche des textes anarchistes ; mais nous pensons qu'en remontant vers l'origine de ces problèmes sociaux, on arrive inévitablement à la grande discussion : socialisme libertaire - socialisme autoritaire.

Peu de sociologues vont jusque là, et pour nous il sera toujours réjouissant d'en voir, ne serait-ce qu'un seul, y arriver même sur certains points seulement, sans que nous perdions évidemment pour cela notre sens critique.

Les textes de Roker, Voline, Stirner, Proudhon, Bakounine, que Guérin a retrouvés, montrent une recherche dirigée dans un sens qui nous semble encourageant. Ces textes, il faut aussi le dire, devraient être ressortis non seulement par les non-libertaires, mais aussi par les libertaires ; car un esprit de conformisme mal compris, ou plutôt une commodité d'habitudes a conduit également parmi nous à une stagnation qu'il serait bon de changer par des discussions et des confrontations. C'est ainsi que, en s'opposant au livre de Guérin, Maurice Joyeux donne cette définition de l'anarchisme : "C'est une mosaïque d'école socialiste multiple répondant aux diversités des métiers, des races, des goûts, des éthiques ou mieux, c'est une pléiade de collectivités qui épousent le contour des êtres et des choses dont l'esprit libertaire est le dénominateur commun" ("Le Monde Libertaire" n° 49, p.4, A propos de "Jeunesse du Socialisme libertaire"). Nous ne pouvons pas

être d'accord avec ce camarade bien qu'il soit aussi libertaire que nous, non seulement parce que sa définition est vague et im-précise surtout dans son contenu social, mais aussi à cause de son style de clerc (nous avons la vérité et en dehors de nous il ne peut y avoir de vérité...). Il se plaint lui-même de l'existence des gardiens des tables des lois, mais son article est dans le même esprit.

Cela dit, en quoi ne sommes-nous pas d'accord avec Guérin ? Sa classification : dans les premières pages, il classe d'un côté les libertaires comme socialistes anti-autoritaires, de l'autre les socialistes autoritaires (particulièrement les bolchevistes), et à mi-chemin entre les deux les marxistes (socialistes scientifiques (?)) ; pour nous, ces derniers rejoignent pleinement les socialistes autoritaires, et en réalité tout le reste du texte de Guérin le confirme.

Guérin se demande comment on peut "réconcilier la liberté et la révolution, la démocratie prolétarienne et le socialisme" ; pour nous, cette conception est réalisée dans l'anarchisme, plus précisément dans cette conception d'un anarchisme social, révolutionnaire et prolétarien que nous essayons de défendre même contre certains autres tendances anarchistes. Cela ne veut pas dire que cette conception soit suffisamment claire pour ne pas avoir besoin de recherches et de discussions ; l'existence de N. et R. se justifie précisément par le rôle qu'il peut remplir dans ce sens ; c'est pourquoi le livre de Daniel Guérin est un apport intéressant pour nous : sortant d'une expérience différente, et regardant d'un point de vue différent du nôtre, il traite de questions qui nous occupent tous.

La synthèse que Guérin préconise et tâche en partie de justifier entre marxisme et anarchisme nous semble vouée à l'échec. Il n'y a pas longtemps une expérience semblable mais née dans nos rangs, l'expérience Fontenis, a échoué entre autres parce qu'il a sacrifié certains principes anti-autoritaires à une "certaine efficacité", en s'inspirant précisément du "succès marxiste". Il y avait par exemple en troisième page du "Libertaire" de larges extraits comparés d'Engels et Bakounine, il y avait des erreurs sur le rôle de l'avant-garde révolutionnaire transformée en un parti révolutionnaire, sur les tactiques majoritaires, parlementaires etc... Ce mariage est artificiel, bien qu'on puisse

accepter une certaine parenté en ce qui concerne le but, parce que la base, les moyens, les tactiques sont complètement différents. Guérin lui-même voit cette profonde différence mais garde encore la nostalgie d'une idylle. Même en dépouillant le marxisme de tous ses vêtements crasseux, même en n'en gardant que certains caractères qui d'ailleurs ne sont pas négatifs (la conception de lutte des classes, la critique de l'économie bourgeoise), tout mélange idéologique entre marxisme et anarchisme, tout rattachement de ces conceptions positives exclusivement à Marx ou Engels, ne nous semblent pas acceptable.

Nous terminerons ces quelques lignes par la conclusion de Guérin lui-même (conclusion où il va plus loin, par exemple, que Djilas qui retourne vers la démocratie sociale) : "L'avenir n'est ni au capitalisme classique, pas d'avantage, comme voudrait nous en persuader Merleau-Ponty, au capitalisme revu et corrigé par un "néo-libéralisme" ou par le réformisme social-démocrate. Leur double faillite n'est pas moins retentissante que celle du communisme d'Etat. L'avenir est toujours, est plus que jamais, au socialisme, mais à un socialisme libertaire". (Guérin, p.21)

T H E O.

UN IDEOLOGUE DU MOUVEMENT  
OUVRIER YOUGOSLAVE :

SVETOZAR

MARKOVITCH

Dans les milieux de la "gauche française", la Yougoslavie est très "à la mode" : conseils "ouvriers", "communisme" national, "neutralité", etc, etc... Bien sûr, le mouvement ouvrier yougoslave commence avec Tito, vers 1943 ou, pour certains, en 1949 seulement, avec la rupture Tito-Staline. C'est à eux que ces pages sont dédiées...

ooo

Dans son étude sur la naissance de l'Etat serbe, dont une partie a été publiée dans le journal belge "L'Ouvrier", et le texte intégral à Novi-Sad, à cause de la censure serbe, laquelle n'a permis sa publication qu'en 1892, S. MARKOVITCH a voulu analyser le développement du peuple serbe dans la phase transitoire de la libération de l'occupation turque. Comme il le dit lui-même dans l'introduction :

"J'avais l'intention de brasser un tableau pour le peuple serbe, lui montrant ce que la libération des Turcs lui a apporté et en même temps lui démontrant ce qu'il a eu et ce qu'il a perdu, ce qu'il aurait pu mais qu'il n'a pas gagné lors de l'ac-

quisition de son indépendance nationale. J'ai voulu inciter ces hommes du peuple qui ont l'habitude de penser, à réfléchir un peu et à constater que la "liberté et l'unité du peuple serbe" ne correspondent nullement au remplacement des pachas par les princes, du mouzelim par le préfet, des khadis par les juges et ainsi de suite, mais que cela consiste dans la libération complète du pouvoir et de la tyrannie, de l'esclavage matériel et moral." (p.6)

Dans les premiers chapitres de son étude, S. Markovitch traite la question de la famille et surtout de l'institution typiquement serbe, "la zadruga", son rôle économique et social, avec ses conséquences pour le développement de la personne dans la société primitive serbe. D'ailleurs, "le travail en commun et la vie familiale trouvent leurs formes dans la zadruga, ce qui fait que le lien familial et les rapports dans la famille sont basés sur l'entraide, la compréhension et l'amour, ce qui les rend totalement différents des rapports bureaucratiques dans une organisation étatique".

La notion même de la famille chez le peuple serbe est étroitement liée à la notion de la zadruga :

"La propriété est commune dans la zadruga et les droits égaux pour tous les membres, hommes et femmes, tant qu'ils font partie de la zadruga. De même, chaque membre de la zadruga doit exécuter les travaux qui lui ont été dévolus par le Conseil, mais cela est pour ainsi dire déjà établi d'après les capacités personnelles des membres de la zadruga, d'après les saisons de l'année, la quantité de travail et le nombre des travailleurs valides."

"Au point de vue économique, la zadruga est une association primitive organisant aussi bien la production que la consommation, mais elle a une caractéristique économique qui la distingue de toutes les associations contemporaines de producteurs et de consommateurs : la zadruga satisfait seule tous ses besoins. Ce qu'elle achète au dehors est minime : le sel, quelques outils, mais elle produit aussi bien les denrées alimentaires que les vêtements, les habitations, etc... Il est incontestable que dans la société moderne elle est incapable de subvenir à tous les besoins de ses membres et c'est d'ailleurs la raison de son dépérissement. Mais

ce qui est important c'est que, justement dans la société moderne, les plus grands penseurs et sociologues considèrent comme un idéal d'organisation économique une telle société dans laquelle chaque membre exécuterait les différents travaux à tour de rôle et qui correspondraient à ses capacités et tendances naturelles sans être enchaîné à un travail fractionnaire comme l'est actuellement l'ouvrier européen. Et en plus, que chaque membre de la société reçoive des denrées alimentaires suivant les engagements réciproques et qu'il ne soit pas obligé de se les procurer chez 36 intermédiaires."

"Après que l'insurrection populaire eut aboli le système étatique turc, la nation se trouva momentanément dans un état d'anarchie. Nous disons "anarchie" car il n'y avait aucune organisation étatique, aucun pouvoir ni lois reconnus. Le peuple serbe aurait pu organiser la nation à sa façon comme il le voulait et comme il en ressentait le besoin. Dans le peuple serbe, il n'existait alors ni roi, ni noblesse, tous étaient égaux : tous étaient paysans. De toute l'organisation étatique il ne restait qu'un germe qui s'était conservé même sous les Turcs : "la commune". Mais, dans la commune régnait le principe démocratique, tous les membres étaient égaux". (p.47)

"A première vue, un homme d'un Etat contemporain quelconque aurait eu l'impression que l'Etat serbe en 1804 ne méritait même pas le nom d'Etat. Mais si nous observons la lutte décennale du peuple serbe contre les Turcs, nous devons reconnaître qu'il devait y exister une organisation populaire extrêmement efficace ! Car aucun ordre militaire et aucune organisation étatique n'auraient pu entretenir une telle armée dans un peuple aussi pauvre, comme arrivait à l'entretenir l'organisation des communes serbes pendant cette lutte. La Serbie entière était, en ce temps-là, un camp militaire et le peuple serbe, tout entier, armé et organisé. Pendant cette guerre chaque foyer entretenait un soldat et la commune tout entière s'occupait à ce que les terres de tous soient labourées"(p.55).

"Les coutumes juridiques du paysan serbe sous l'occupation turque n'étaient garanties que par le respect de tous les membres de la commune et par la force morale de l'opinion publique. Dans une lettre adressée à l'évêque Mathieu le Voïvode, Holer écrit que les Serbes n'ont aucune notion de la légalité et dit :

"Dès que le commissaire et les magistrats les convoquent devant le tribunal, ils saisissent leurs fusils et prennent le maquis".  
(p. 67, 68)

"Quand le nouvel Etat serbe s'est formé, les notions populaires concernant l'ordre étatique étaient extrêmement embrouillées. Pendant très longtemps le peuple serbe n'arrivait pas à comprendre pourquoi on l'obligeait encore à payer des impôts <sup>alors</sup> que les Turcs étaient chassés. Sous les Turcs les représentants du peuple serbe travaillaient la terre comme les autres paysans et vivaient de ce travail en exerçant les fonctions publiques à titre strictement honorifique. Les notables qui avaient pris le pouvoir considéraient tout simplement qu'ils possédaient les mêmes "droits" que ceux que les Turcs avaient auparavant et obligeaient le peuple aux corvées de toute sorte, punissaient, exécutaient sans jugement, confisquaient les biens, etc..."(p.72)

"C'est en ce temps-là qu'a pris naissance ce point de vue policier que le refus d'obéissance, ou d'élève devant le professeur, doit être considéré comme "une atteinte à la sécurité de l'Etat". Les écoles même étaient organisées de façon à préparer les bureaucrates et les curés : deux sortes de pouvoir sur les peuples".

"En général, tous les soucis du gouvernement et tous les moyens de l'Etat étaient orientés vers l'organisation d'un pouvoir suffisamment fort pour maintenir le régime bureaucratique dans le pays et en même temps pour encadrer le peuple de telle façon qu'il ne puisse même pas avoir l'idée d'une résistance contre le "pouvoir légal". Dans ce but, et en commençant par le gouvernement central et jusqu'au dernier garde-champêtre, même pas une miette d'autonomie n'a été laissée au peuple."

"La peur des Turcs qui faisait également que la zadruga et l'entraide communale se maintenaient avait maintenant disparu. Par contre, l'évolution étatique a provoqué une tendance générale d'abolition des zadrugas et d'appropriation des biens communs". (...) "Le caractère même de la production a changé. Dans l'économie primitive, presque chaque maison produisait elle-même tout ce dont elle avait besoin pour vivre. Maintenant



s'était développée une classe qui ne produisait directement rien et qui faisait l'acquisition de ce dont elle avait besoin par l'achat et par la vente. La question, pour une famille paysanne, n'était plus seulement de produire, mais aussi de vendre ses produits, de les transformer en argent, ce qui amenait le paradoxe qu'une année fertile pouvait apporter au paysan moins qu'une année moyenne, car plus il y avait d'un produit, moins élevée était sa valeur marchande. Avec ce nouveau rapport économique devaient disparaître tous les anciens qui existaient dans la zadruga et dans la commune : l'aide gratuite dans le travail, les prêts de bêtes de somme, etc..." ( p. 112, 113)

"Le travail a maintenant un prix comme n'importe quelle marchandise et, pour chaque journée de travail, on paie un salaire, et, pour chaque prêt d'un capital ou de moyens de production, on paie un intérêt". (p.114)

Ce changement d'infrastructure a provoqué la dislocation de la commune, qui avait réussi à se maintenir même pendant cinq siècles d'occupation turque. Il a fallu protéger les intérêts de la nouvelle classe dirigeante et "organiser le pouvoir", il a fallu

"limiter la force par la force, réglementer le combat, mettre les gardiens en place (...) Limiter la liberté du peuple, l'accabler de charges (...). L'oppression et l'exploitation provoquent le mécontentement du peuple, et la peur du peuple fait augmenter l'oppression ... jusqu'au jour où la machine de l'Etat éclatera."  
(p. 133, 134)

Quelle solution préconise Markovitch pour le peuple serbe, à peine sorti sous l'occupation turque ?

"Le peuple serbe n'a pas d'autre issue que la Révolution sur toute la Péninsule Balkanique. Révolution, qui doit accomplir l'abolition de tous les Etats et permettre à tous ces peuples de vivre, dans une fédération des communes, comme des travailleurs libres et égaux" (p. 167, 168)

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE :

Svetozar MARKOVITCH, un des plus grands idéologues du Mouvement ouvrier dans les Balkans, est né en 1846. Les débuts de son activité révolutionnaire se placent vers les années 1869-1870. Une mort précoce (1875) a interrompu la lutte de cet homme d'action, de l'"agent-correspondant de l'Internationale pour les Balkans", elle a mis fin aux études et recherches du théoricien.

Ses travaux ont été publiés surtout dans les journaux et revues révolutionnaires de son pays, en particulier dans "RADENIK" ("Ouvrier"), "ZASTAVA" (édité par S. Miletitch, "premier socialiste serbe") et "PANTCHEVATZ" (édité par J. Pavlovitch, qui fut le premier à traduire en serbo-croate et publier le "Manifeste"). Ils ont été rassemblés par le "Comité pour la publication des oeuvres de S. MARKOVITCH" et édités par la librairie Yoxsimovitch, à Belgrade, en 1892. Les textes que nous présentons proviennent de cette édition (S. Markovitch, Oeuvres Complètes, vol. VI, Belgrade 1892). Depuis, de nombreuses rééditions ont eu lieu et les meilleurs sociologues yougoslaves se sont penchés sur l'oeuvre, sur l'activité et sur l'influence exercée par Markovitch sur les mouvements d'émancipation sociale dans les Balkans. D'importantes recherches ont été effectuées par Veselin MASLEVA, par Ilija STANOYEVITCH et surtout l'excellente étude faite par Yovan SKERLITCH ("Svetozar Markovitch", en serbo-croate, Belgrade 1921).

MARKOVITCH a laissé des travaux très importants sur la structure sociale et économique, sur les tendances collectivistes et libertaires du peuple serbe, ainsi que sur le problème de la libération nationale serbe qui a été --il y a plus d'un siècle-- de même ordre que celui qui se pose aujourd'hui aux peuples coloniaux : accomplir la libération nationale par la réalisation de la révolution sociale ou bien remplacer l'Etat-occupant par l'Etat-national qui, à son tour, deviendra oppresseur des classes laborieuses du pays.

Malgré quelques hésitations, malgré l'illusion sur la "disparition spontanée" de l'Etat, nous considérons les oeuvres de S. Markovitch comme un apport positif à l'analyse sociologique et, connaissant le rôle qu'elles ont joué dans la naissance du mouvement révolutionnaire yougoslave, nous sommes heureux de pouvoir offrir à nos lecteurs ce choix de textes inédits en français.

(Traduction Paul ZORKINE.)

# DANS NOTRE COURRIER...

Nous recevons d'un militant ouvrier du Nord, une lettre dont nous extrayons ce qui suit :

"(...) Ce qui compte dans une revue, ce n'est pas la présentation, qui n'est qu'un trompe l'oeil, un plaisir des yeux --et c'est le sérieux atout dont dispose la presse bourgeoise -- mais le contenu. (...) Pour nous, provinciaux qui refusons de marcher au pas, ces rencontres (1) revêtent une très grande importance, du fait de notre isolement, surtout dans ces cités minières jalonnées d'écriteaux : "Chemin privé, propriété particulière" où les corons sont autant de casernes avec l'adjupette en serge bleue au sigle des houillères. À de rarissimes exceptions près, les mineurs sont encore à bêler derrière leurs idôles, et il ne leur faut pas grand chose, dans ce domaine. Leur culte est facile. Le virus de la bourgeoisie les ronge. Ils n'aspirent qu'à la bagnole, la télé, à gagner du fric en enfonçant au besoin le copain, à essayer d'en sortir, et s'ils y parviennent, ils sont les plus complets des parvenus en même temps que les pires salauds. Je me damnde même parfois, s'il est vraiment possible de tirer quelque chose de bon de cette merde de satisfaits en puissance. Et cette résignation ! On leur demanderait de se couper les

C... pour plaire à leur Chacharles qu'ils le feraient ! De la gueule, quand il n'y a pas de danger à parler, mais du silence, de la bassesse devant le moindre des gradés... Je ne saurais souhaiter à personne, pas même à mon plus grand ennemi de devoir descendre dans ce sal trou... (...)

Cordialement à tous, et bon courage, car il vous en faut-- et votre action prouve que vous n'en manquez pas.

M.D.R.L. : Les réflexions "amères" de ce camarade ne l'empêchent d'ailleurs pas de militer très activement dans son secteur particulier. Cela, nous le savons et tenons à le signaler.

(1) - Avec des camarades des G.A.A.R.

-----  
Voici quelques passages d'une longue lettre de R. F., militant de la Fédération Anarchiste française :

"(...) Un peu déçu par les positions philosophiques du n° 12, telles qu'elles apparaissent dans le papier de Guy. On ne jongle pas aussi aisément avec des conceptions comme : métaphysique, absolu, idéalisme, etc..., ou elles finissent par ne plus rien dire du tout. Pour le matérialisme, il y a une faille dans vos conceptions ; ou vous êtes pour la "révolution sur tous les plans" et la "solidarité des secteurs", ou vous êtes pour le matérialisme qui implique que le facteur moteur et déterminant est de l'ordre des infra-structures, et alors la révolution "spirituelle" est un phénomène second, et ça ne signifie plus rien de vouloir en finir avec l'ancien "régime de l'esprit" autrement que par une lutte purement économique. Dès qu'on se propose de changer la vie, en même temps que de transformer le monde, le matérialisme n'a plus rien à voir là-dedans, même s'il est "dialectique". L'idéalisme et le spiritualisme non plus. Dès qu'on reconnaît un rôle moteur et créateur à la liberté, dans une situation historique et matérielle donnée, à l'intérieur d'un réseau de déterminismes qui justement offrent une prise à l'action libre, il n'y a plus de matérialisme. Vous êtes, je crois, obsédés par une étiquette que vous ne voulez lâcher à aucun prix, et qui ne peut que rendre votre pensée confuse.

Par ailleurs, dans une réflexion sur la condition humaine, la science n'est nullement le critère dernier. Le rôle de

la philosophie est de situer l'homme dans le monde, et donc aussi dans la connaissance que nous avons du monde. Elle doit tenir compte de l'apport de toute science à la connaissance de l'homme, mais aucune science ne peut épuiser cette connaissance. En particulier par ses méthodes mêmes, la science ne connaît que des déterminismes, et elle ne peut jamais rendre compte de la liberté de l'homme.

Sur le plan tactique, notre divergence profonde s'éclaircit (...). Je crois de plus en plus que vous revenez au "vase clos", que vous allez vous couper de la vie et rester une nouvelle fois en marge. Vous refusez le syndicalisme, vous refusez l'action avec des groupements de gauche, vous refusez toute action tendant à promouvoir des réformes. Que vous restera-t-il ? Surtout si sur le plan théorique déjà vous n'arrivez pas à vous dégager du XIX<sup>e</sup> siècle. Je ne suis pas du tout pour l'efficacité à tout prix, pour l'opportunisme, mais je crois qu'un groupe ne peut vivre que par un double mouvement, toujours complémentaire, retraite et sortie de soi. D'un côté, une forte intransigeance théorique, une doctrine claire et précise qui est le fondement du groupe (cette doctrine elle-même ne peut vivre que par la confrontation constante avec la pensée "extérieure"). Puis, à côté de ce "groupe spécifique", la présence des militants dans des groupements plus larges, des actions collectives, sur des objectifs limités. Ainsi seulement on peut éviter le dessèchement, le ressassement, la révolution en chambre, les plans de chambardements dans l'abstrait, l'esprit de chapelle et l'intolérance. Victor Serge a bien connu et analysé ce phénomène (p. et Carnets, p.135-139, 145-146 ...). D'accord avec vous, il ne peut être question d'adhérer à un parti mais on peut agir avec des partis de gauche, collaborer à des revues de gauche, faire connaître par là l'anarchisme dans ces milieux, et par là-même influencer leurs actions.

(...) Comprenez moi bien, je ne vous reproche pas de vous retirer de la circulation pour mettre vos idées et votre tactique au point, c'est indispensable ; mais je commence à craindre que vous ne fassiez un principe de cet isolement, comme le dernier numéro le confirme nettement (...).

COMMENTAIRE DE LA REDACTION -

Remercions tout d'abord ce camarade de la F.A. de sa très intéressante lettre qui témoigne --s'il en est besoin-- de la collaboration fraternelle qui existe entre de nombreux militants de la Fédération Anarchiste et des G.A.A.R.

Les problèmes qu'il soulève dans la première partie de sa lettre mériteraient à eux seuls de longs développements qui ne peuvent trouver place dans cette courte rubrique.

La seconde partie de cette lettre nous donne l'occasion d'apporter quelques précisions sur ce que sont les G.A.A.R.

De nombreux lecteurs qui n'ont pas le contact direct avec les militants pensent que NOIR et ROUGE constitue le seul travail des G.A.A.R. --Et on nous appelle parfois "les camarades de Noir et Rouge"-- En vérité, nos Cahiers ne sont qu'une des tâches de l'organisation, assumée par un seul des groupes GAAR, responsable devant le congrès. C'est volontairement que nous n'encombrons pas les pages de N. & R. de déclarations solennelles, de communiqués ronflants tendant à faire supposer une vaste organisation... Nous ne jouons pas à l'"Organisation de masse", ayant encore le sens du ridicule. De même nous sommes violemment opposés aux manifestations spectaculaires, "quarante-huitardes"...

Par contre, les militants des G.A.A.R., selon le tempérament, les capacités de chacun, sont présents autant que leur nombre le leur permet partout où ils peuvent trouver des gens réceptifs aux idées révolutionnaires. Que ce soit dans les milieux "ouvriers", "syndicaux", "jeunes", "laïques", "anticolonialiste", etc... Notre présence militante n'est alors aucunement en contradiction avec notre condamnation du réformisme puisqu'elle ne vise qu'à gagner certains réformistes aux idées révolutionnaires et non à les épauler dans leur quête de réformes.

Ainsi si nous refusons "toute action tendant à promouvoir des réformes" comme dit notre camarade R.F., que nous reste-t-il ? Mais TOUT, non de dieu !

-----

DANS L'INTERNATIONALE ANARCHISTE

Nous avons le plaisir de signaler à nos lecteurs l'apparition d'une nouvelle publication anarchiste de langue française dont nous avons reçu les deux premières livraisons :

"RAVACHOL" "Périodique révolutionnaire anarchiste d'étude et de propagande". mensuel de 22 pages ronéographiées, format 21 X 27 - On y trouve des articles de propagande mais aussi d'intéressantes études (La Makhnovchtchina, l'Emploi de la Violence, etc...), des critiques de films et de livres, des poèmes et même... des bandes dessinées !

Les abonnements peuvent être demandés au camarade  
ATCHENKO rue Bellot II - Genève (Suisse)

ou à :  
"NOIR ET ROUGE" qui transmettra.

PUBLICATIONS AMIES

"INFORMATION ET LIAISONS OUVRIERES"

Créés en automne 1958, les bulletins et cahiers "ILO" offrent aux militants ouvriers des informations qui peuvent leur être utiles dans leurs luttes quotidiennes et dans la compréhension des événements.

Les camarades qui réalisent ce travail s'efforcent en outre de jouer un rôle de liaison entre ouvriers et employés de la base en favorisant les contacts entre militants ou petits groupes dispersés dans les entreprises et dont les expériences gagnent à être rapprochées et confrontées pour augmenter leur efficacité.

Ceux de nos lecteurs qui désire-  
raient recevoir ces bulletins peuvent  
écrire à NOIR ET ROUGE qui transmettra.



A ceux de nos lecteurs qui s'intéressent à la littérature prolétarienne nous tenons à signaler

"LE MUSEE DU SOIR"

Revue internationale de Littérature Pro-  
létarienne.

Tous renseignements et abonnements doivent être adressés à :

BERTELOOT, Cité Bonnet, allée D.6 à  
LALLAING (Nord). C.C.P. Lille 2943-81

-----